

**« ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND
ET FRACTURES EUROPÉENNES »**

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
 <i>« Introduction, le regard de l'historien sur la culture économique de l'Allemagne et sa vision de l'Europe »</i> par M. Edouard Husson, Vice-président de l'université Paris Sciences & Lettres (<i>PSL Research university</i>), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	8
 <i>« Le déséquilibre franco-allemand permettra-t-il de relancer un moteur commun face au condominium sino-américain ? »</i> par M. Jean-Louis Beffa, Président d'honneur du groupe Saint-Gobain, auteur, entre autres, de <i>Les Clés de la puissance</i> (Seuil, 2015) et <i>La révolution numérique et les Entreprises - Se transformer ou mourir</i> (Points, 2018)	15
 <i>« Deutsch-französische Partnerschaft ou couple franco-allemand ? La place de l'Allemagne en Europe ? »</i> par Mme Coralie Delaume, Essayiste et blogueuse, auteur de <i>Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas</i> (Michalon, octobre 2018)	21
 <i>« À propos de l'Allemagne, considérations psychologiques »</i> par M. Jean-Pierre Chevènement	25

« <i>Situation politique : la ‘gouvernabilité’ de l’Allemagne en question</i> » par M. Thomas Wieder, Journaliste au <i>Monde</i> , correspondant en Allemagne	29
« <i>Géopolitique. L’Allemagne : de l’hégémonie en Europe à la puissance mondiale ?</i> » par M. Claude Martin, Ambassadeur de France à Berlin de 1999 à 2007, auteur de <i>La diplomatie n’est pas un dîner de gala</i> (Éditions de l’Aube, 2018)	34
Conclusion, « <i>Et la France là-dedans ?</i> » Par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	42
Débat final	45

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Nous allons ouvrir les travaux de ce colloque qui porte sur un sujet qui n'est pas limitatif : Qu'est-ce que l'ordolibéralisme ? Y a-t-il un mercantilisme allemand ? Quel est l'avenir d'une Europe fracturée de toutes parts ?

Je remercie le panel prestigieux des intervenants qui ont répondu à notre appel.

M. Jean-Louis Beffa a présidé le groupe Saint-Gobain dont il est toujours le président d'honneur.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Clés de la puissance*¹ et *La révolution numérique et les Entreprises - Se transformer ou mourir*².

Vous avez déjà eu l'occasion d'entendre M. Édouard Husson, professeur éminent, vice-président de l'université Paris Sciences & Lettres.

Mme Coralie Delaume, essayiste et blogueuse, est l'auteur d'un essai très brillant : *Le couple franco-allemand n'existe pas*³.

M. Thomas Wieder, correspondant du *Monde* à Berlin, a d'ailleurs rendu compte du discours prononcé hier devant le *Bundestag* par le président de la République.

M. Claude Martin a été ambassadeur de France à Berlin de 1999 à 2007.

M. Édouard Husson va introduire ce colloque en portant le regard de l'historien sur ces questions difficiles dont nous sentons bien qu'elles se posent à nouveau, qu'elles vont se poser de plus en plus.

¹ *Les Clés de la puissance*, Jean-Louis Beffa (éd. du Seuil, 2015).

² *La révolution numérique et les Entreprises - Se transformer ou mourir*, Jean-Louis Beffa (éd. Points, 2018).

³ *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas*, Coralie Delaume (éd. Michalon, octobre 2018).

Introduction, le regard de l'historien sur la culture économique de l'Allemagne et sa vision de l'Europe

Chargé de la redoutable tâche de me lancer sur le sujet complexe, très mal connu en France, de l'ordolibéralisme allemand, je parlerai d'abord en historien des idées et des doctrines. Puis j'en viendrai à l'actualité. En effet, il est nécessaire de comprendre où en est l'Allemagne par rapport à ce système de pensée tout à fait remarquable qui a permis de restaurer la démocratie en 1949, de créer la République Fédérale d'Allemagne (RFA) puis de réussir la réunification de l'Allemagne.

L'ordolibéralisme, variante souvent mal connue du libéralisme au sens économique, est plutôt une forme de conservatisme au sens politique.

Il est important de rappeler que ce mouvement est né de l'antinazisme. Wilhelm Röpke, Walter Eucken, Alfred Müller-Armack et les autres fondateurs étaient pour la plupart des professeurs d'économie qui avaient dû fuir l'Allemagne nazie ou qui firent partie de la résistance intérieure à Hitler. Je reparlerai de Ludwig Erhard dont le comportement vis-à-vis du régime nazi était plus ambigu mais qui ne fut pas parmi les premiers à avoir formulé ce qu'on va appeler l'ordolibéralisme. Il faut y insister, *l'ordo-libéralisme est né de la volonté de faire échapper l'Allemagne à l'emprise étatique prussienne et à l'impérialisme de la période impériale (1871-1918) puis nazie.*

Quand je parle d'un « conservatisme » en termes politiques, je donne à ce mot le sens qu'il peut avoir dans le monde anglophone : Ce mouvement, pour contrebalancer l'influence du marché, veut une société, veut des communautés organiques (églises, associations, écoles ou universités non gérées par l'État), et il prône la défense des valeurs familiales. Il est important de comprendre que *ce n'est pas le néolibéralisme qui est à l'origine de l'ordolibéralisme.*

Je note toutefois une ambiguïté : Ludwig Erhard, qui fut le premier ministre des Finances de Konrad Adenauer (et sera chancelier après lui), a travaillé avec un certain nombre de hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie et des Finances à la fin du régime nazi. Il participait, avec des gens aussi peu recommandables qu'Otto Ohlendorf, à des réunions de travail organisées par des

nazis tentant leur reconversion et des Allemands qui n'avaient pas été engagés au parti nazi qui souhaitaient construire l'ordre économique d'après-guerre. L'ordo-libéralisme a fini par rallier à lui un tas de gens moins recommandable que ses fondateurs.

Je montrerai comment l'ordolibéralisme a petit à petit cédé la place à autre chose dans l'histoire de la République Fédérale. Mais dès l'origine une ambiguïté fondamentale venait de ce qu'un Erhard appartenait non au courant de l'ordolibéralisme mais à un courant qu'on pourrait déjà qualifier de néolibéral. J'en donnerai un seul exemple : la monnaie ouest-allemande n'a pas été pensée dans un cadre national mais elle a été créée dans les zones d'occupation en accord avec les Américains, les Britanniques et les Français. On était déjà beaucoup plus dans le libéralisme économique, ouvertement apatriote, au sens où nous le connaissons aujourd'hui. Ce n'est pas le cas de l'ordolibéralisme, étroitement lié à la création, après 1945, d'une nation démocratique allemande.

L'Allemagne a connu plusieurs modèles économiques à travers les décennies.

L'ordolibéralisme, parfaitement identifiable à partir des années Adenauer, est une politique d'équilibre budgétaire et de restriction monétaire inspirée par le mauvais souvenir laissé par l'inflation de Weimar. Il faut aussi rappeler qu'Adolf Hitler a financé sa politique par l'inflation. Confronté au risque de la dévaluation, il s'est lancé dans la confiscation des biens des Juifs et dans le pillage des ressources de l'Europe progressivement conquise, de manière à consolider la base matérielle de sa masse monétaire. Pour les Allemands, en particulier pour les ordolibéraux, l'inflation est donc quelque chose qu'il faut absolument rejeter, dont il faut absolument se débarrasser car c'est elle qui a permis le nazisme. Cela permet de comprendre comment le culte de la petite et moyenne entreprise (qu'on appelle aujourd'hui l'entreprise de taille intermédiaire), le culte de la monnaie bien gérée et l'indépendance de la *Bundesbank*, ont été à la base du modèle ouest-allemand qui s'est imposé, celui d'une démocratie allemande qui ne veut pas recommencer les erreurs économiques de l'entre-deux-guerres, qui tourne résolument le dos au national-socialisme mais qui tenait aussi à se démarquer, en 1948-49, de la piètre gestion par les marxistes de la zone soviétique d'occupation qui deviendra la République démocratique allemande (RDA).

Avec l'abandon du marxisme en Allemagne de l'Ouest par le SPD en 1959 (Congrès de Bad Godesberg) et la montée en puissance du même SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), dans les années 1960, une autre variante de l'économie sociale de marché s'impose, plus classique en termes d'État providence, d'inspiration plus keynésienne en termes économiques. Willy Brandt met progressivement en place un modèle de social-démocratie à l'européenne, à la nordique, jusqu'en 1974, date à laquelle il quitte le pouvoir. Date qui voit le début de la crise économique, la fin des années fastes de l'État redistributeur.

Dès le début de la crise des années 1970 se met en place une politique de lutte contre l'inflation, de soutien à la monnaie ouest-allemande, le deutsche mark, particulièrement prisée par les marchés parce qu'elle paraît être un refuge face aux variations du dollar. À partir d'Helmut Schmidt – cela continuera largement sous Helmut Kohl – la politique qui se met en place semble à première vue un retour à l'ordolibéralisme tel que Konrad Adenauer et son successeur Ludwig Erhard l'avaient pratiqué.

Mais, en fait, on observe un lent glissement vers le modèle néo-libéral. La vieille République fédérale était marquée par un fort attachement aux relations sociales, partenariales, à l'équilibre des relations entre patronat et syndicats, et par la volonté - maintenue par Helmut Kohl même après la réunification - de se protéger du monde extérieur, des marchés financiers. Dans les livres de comptes des entreprises et des banques de la vieille République fédérale, les actions croisées (banques et entreprises industrielles étant actionnaires les unes des autres) par lesquelles le capitalisme allemand s'était structuré étaient maintenues à leur taux des années 1950, alors même que la valeur objective de l'entreprise avait monté, alors même qu'un certain nombre de patrons allemands souhaitaient pouvoir aller sur les marchés et libérer ce capital. Helmut Kohl qui, de ce point de vue-là était encore ordolibéral, s'y est toujours opposé.

C'est Gerhard Schröder qui a fait le grand basculement. On parle toujours des lois Hartz de 2004-2005 mais elles sont relativement anecdotiques (n'importe qui d'autre aurait pu les faire). La décision la plus importante prise par Schröder est la réforme fiscale de 2000 qui supprime la taxation des plus-values réalisées lors des cessions d'actifs. C'est ce qui ouvre les vannes, c'est à partir de ce moment que le capitalisme allemand est profondément transformé car banques

et entreprises commencent à entrer sur les marchés d'actions, en particulier – mais pas seulement – aux États-Unis. On entre dans une financiarisation partielle du capitalisme allemand. Les difficultés de la *Deutsche Bank* et ses mésaventures possibles dont on a parlé régulièrement ces dernières années ont leur origine dans cette décision prise par Gerhard Schröder qui a osé ce qu'Helmut Kohl avait toujours refusé. C'est de ce moment-là que je date le passage définitif du vieil ordolibéralisme vers un « néolibéralisme » comparable aux systèmes qui dominent en Occident depuis au moins les années 1990. C'est le moment du passage à l'euro, c'est le moment où l'Allemagne cesse de penser dans un cadre strictement national.

L'ordolibéralisme est un système qui a voulu lutter contre le nationalisme allemand, au sens où le nazisme avait été nationaliste, au sens où la République de Weimar avait pu l'être. Mais, dans la mesure où il se déploie dans un cadre démocratique, l'ordolibéralisme est très compatible avec l'idée qu'il y a en Europe une coexistence des nations parce qu'il n'y a pas besoin de tirer beaucoup les textes des penseurs ordo-libéraux pour dire qu'une nation démocratique raisonnable permet de réguler les forces du marché, de les atténuer. Toute une pensée européenne assez proche de celle du général de Gaulle se retrouve donc chez les penseurs ordo-libéraux qui ne sont pas pour un fédéralisme européen à outrance. Ils se méfient, par exemple, de ce qu'ils appellent un « super État européen ». Ils se méfient de tout ce qui pourrait mettre fin à la subsidiarité. C'est là que je situe le moment de basculement qui correspond à peu près à l'introduction de l'euro. Tout d'un coup le libéralisme allemand n'est plus pensé exclusivement dans un cadre national. On a affaire de plus en plus à un néolibéralisme mais dans sa version allemande. Le néolibéralisme anglo-américain est très souple, très pragmatique en ce qui concerne la monnaie. Le néolibéralisme allemand est extrêmement rigide sur la gestion des affaires monétaires.

On peut dire dans une grande mesure que c'est le néolibéralisme dans sa version allemande qui domine actuellement l'Union européenne, qu'il s'agisse de la monnaie, du droit de la concurrence ou de la libre circulation des personnes et des biens. Qu'il s'agisse aussi des normes. C'est très important parce que ce néolibéralisme à l'allemande se distingue de son cousin anglo-américain dans la mesure où il engendre une forme de protectionnisme par les normes (plutôt que de parler de mercantilisme, je reste dans l'idée qu'il y a un néolibéralisme allemand spécifique). On l'observe aujourd'hui dans l'opposition

de Donald Trump à l'Allemagne, ou bien chez les *Brexiteurs* du Parti conservateur britannique qui défendent l'idée – pour nous paradoxale, voire incongrue – selon laquelle l'Allemagne a construit autour d'elle une zone protégée, ce qui n'est pas acceptable du point de vue de libre-échangistes anglo-saxons ni du point de vue d'un protectionniste comme Donald Trump qui veut rééquilibrer les relations commerciales en faveur de son pays.

J'insiste sur ce point parce que, dans le bras de fer autour du Brexit dont nous suivons heure par heure les développements, on comprend que l'industrie allemande redoute que la Grande-Bretagne ne regagne une partie de sa liberté par rapport à l'Union européenne, soit en négociant des traités de libre-échange avec des pays hors Union européenne (c'est le Brexit à la sauce *Tory*), soit en se donnant les moyens d'une réindustrialisation (c'est le Brexit version *Labour* formulé plus ou moins explicitement par Jeremy Corbyn).

J'en veux pour preuve un échange tout à fait intéressant relevé il y a deux ou trois semaines entre Nigel Farage et Hans-Olaf Henkel. Nigel Farage, président de UKIP (parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) est le *Brexiter* le plus célèbre après Boris Johnson en Grande-Bretagne. Hans-Olaf Henkel, ancien « patron des patrons » allemand, a fondé l'AfD (*Alternative für Deutschland*) sur l'idée qu'il était inacceptable qu'on se soit éloigné des règles fondatrices de l'euro. Il a quitté l'AfD quand celle-ci s'est « droitisée » mais il est toujours député européen. Il y a environ trois semaines, au Parlement européen, Hans-Olaf Henkel a pris Nigel Farage à part pour lui dire : « Cher confrère, vous n'avez pas du tout compris ce qui est en jeu. L'industrie allemande n'a qu'un seul objectif, c'est de limiter le Brexit parce que nous, Allemands, ne voulons pas nous recréer un concurrent ». Je trouve cet échange extrêmement révélateur.

Je ferai un petit excursus à propos du Brexit parce que c'est d'actualité et que cela me semble éclairer ce qu'est l'actuel néolibéralisme allemand par opposition au néolibéralisme de facture anglo-américaine.

En fait, Theresa May a accepté un *deal* sur une base assez simple : la Grande-Bretagne reprend le contrôle de l'immigration contre son maintien dans le marché unique. Ce qui a été admis à Bruxelles selon une analyse un peu simpliste : Il est vrai que les Britanniques sont hyper-sensibles à la question de l'immigration. De plus Angela Merkel avait un peu exagéré... Tout va rentrer dans l'ordre. Or on est en train de s'apercevoir qu'au Parlement britannique, dans le Parti conservateur mais aussi chez les travaillistes, un message très clair

est en train de passer selon lequel le vote du Brexit signifiait beaucoup plus que le simple rejet de la libre circulation des personnes.

On peut dire sans beaucoup d'exagération que la vision allemande des choses a été très prégnante dans la manière dont le Brexit a été négocié. On pense au rôle joué par Martin Selmayr (secrétaire général de la Commission) ou par Sabine Weyand (ancienne directrice générale adjointe du Commerce à la Commission et bras droit de Michel Barnier pour les discussions avec Londres depuis octobre 2016). Au fond, la position sous-jacente est celle qui va être dominante à la CDU dans les années qui viennent : on se débarrasse d'Angela Merkel, on essaye de revenir un peu à droite, avec une politique d'immigration beaucoup plus stricte, mais on n'a pas de raison de changer de doctrine économique, de doctrine monétaire. Ceux qui sont allés en Allemagne récemment ont pu faire la même expérience d'un discours très fermé sur la question des avancées concernant l'euro et sur la réponse à apporter aux propositions d'Emmanuel Macron.

En face on voit une Grande-Bretagne très hésitante, entre une Theresa May qui a négocié à partir d'une position plutôt faible – sans utiliser toutes les cartes qu'elle avait en main – et une élite économique et politique britannique qui a largement horreur du dogmatisme et qui part dans tous les sens. Il est très probable que le *deal* négocié par Theresa May ne sera pas voté par la Chambre des Communes.

Ce débat va être très confus mais nous assistons sans doute à un moment tournant : des tendances contradictoires commencent à s'affirmer en Allemagne qui vont nous obliger à repenser tout ce dont nous venons de parler. Dans la conférence qu'il a prononcée il y a quelques jours (en anglais, ça va sans dire), le PDG de Siemens a utilisé les mots « *Germany first* ». Son raisonnement consiste à dire : On marche avec l'Union européenne si elle le veut bien ; si ce n'est pas l'Union européenne, ce sera la France et l'Allemagne ; et si ça ne marche pas avec la France et l'Allemagne, ce sera « *Germany first* ». Annegret Kramp-Karrenbauer, candidate à la succession d'Angela Merkel, a dit très clairement devant des militants de la CDU, sans doute un peu pour se démarquer de Friedrich Merz, que, si elle devenait présidente du parti (donc vraisemblablement chancelière après Mme Merkel), il ne faudrait pas compter sur elle pour toujours demander à la France ce qu'elle en pense. C'est très révélateur.

On a donc un système politique très mouvant. L'Allemagne est en train de sortir de cette deuxième phase, dont le basculement définitif avait eu lieu vers 2000, qui était celle du néolibéralisme après l'ordolibéralisme.

Va-t-on revenir vers une forme d'ordolibéralisme allemand ? Après tout l'Allemagne a la chance d'avoir ce système dans sa tradition et on pourrait dire que c'est le sens du débat fondamental sur la monnaie qui se déroule entre les fondateurs de l'AfD ou entre un certain nombre de responsables de la *Bundesbank* et Mario Draghi. Mario Draghi, finalement, a pensé que l'on pouvait gérer l'euro de manière à satisfaire toutes les parties, y compris en soulageant la position d'un certain nombre de pays. On sent bien la tension : à partir de l'automne 2019, moment du départ de Mario Draghi de la présidence de la BCE, la position allemande, plus intransigeante, pourra se réaffirmer. Si retour à l'ordolibéralisme il y a, il ne se fera pas sans douleur. Pour retrouver son équilibre (je vais dire une énormité), l'Allemagne pourrait très bien sortir d'un euro qu'elle jugerait mal géré. Mais toute façon de formuler un retour à l'inspiration initiale de la République fédérale sera prise comme une expression de nationalisme allemand dans le cadre de l'Union européenne, parce que les Allemands sont beaucoup plus présents et plus actifs que les Français au sein des institutions européennes où, de plus, ils occupent rapidement la place que les Anglais sont en train de laisser.

Une phase délicate va donc s'ouvrir. On va assister à un retour de l'Allemagne à ses fondamentaux, c'est-à-dire ceux de la République fédérale. En même temps, on peut craindre un certain nombre de frictions et de malentendus. D'une part l'actuel président français a tendance à vouloir en rajouter en termes de projet européen. D'autre part les propos de Mme Kramp-Karrenbauer signifient que la nation démocratique allemande s'en référera d'abord à elle-même, ce qui, en soi, n'a rien de scandaleux. Mais dans le climat politique européen actuel ça sera pris comme un désaveu de décennies de coopération franco-allemande.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Édouard Husson, de ce cadrage qui nous fera réfléchir.

Je vais donner la parole à Jean-Louis Beffa dont vous connaissez l'expérience immense non seulement à la tête de Saint-Gobain mais également comme un des grands patrons qui en France a toujours été à l'avant-garde d'orientations sociales et qui a toujours beaucoup réfléchi sur l'Europe et la relation franco-allemande.

JEAN-LOUIS BEFFA

Le déséquilibre franco-allemand permettra-t-il de relancer un moteur commun face au condominium sino-américain ?

Je commencerai par un certain nombre de réflexions qui recourent largement – mais pas sur tout – ce qui vient d'être dit.

Nous savons tous que l'Europe a commencé, sur le terrain économique, en mettant des activités (charbon et acier) en commun, en échouant sur la partie militaire et en se disant que le politique suivrait et parviendrait à dessiner une entité qui représenterait une puissance accrue par rapport à celle des États séparés.

Je voudrais faire un bilan sur les deux points que nous pouvons considérer comme des acquis très importants qui structurent ce qui existe de solide :

L'acquis du marché unique, indiscutablement, est très important pour les entreprises.

Le deuxième acquis est évidemment l'euro. Et dès lors que nous disons « l'euro », nous voyons que l'Angleterre est ailleurs.

Nous avons eu des échecs extrêmement importants. L'épouvantable traité de Nice, signé par le gouvernement de Lionel Jospin et par le président Jacques Chirac, est la catastrophe puisque l'élargissement n'a pas été accompagné de la mise en place d'une gouvernance qui ait la moindre efficacité. C'est à mes yeux un élément extraordinairement négatif.

Je rappellerai les choix allemands fondamentaux.

Comme un certain nombre de pays importants de la planète, l'Allemagne est mercantiliste, c'est-à-dire qu'elle cherche à exporter plus qu'elle n'importe. Les grands pays mercantilistes qui comptent de plus en plus sur la planète sont, bien sûr, le Japon, mais également la Corée, de façon essentielle la Chine et, en Europe, d'abord et avant tout l'Allemagne. Ce choix mercantiliste est un élément essentiel qui structure toute une partie de la politique allemande. Ce n'est pas le choix qu'a fait la France qui, dans le cadre de l'euro, peut remercier l'Allemagne de bien vouloir régler sa facture du commerce extérieur. Les statistiques montrent à l'évidence qu'aucun pays ne peut obtenir un excédent de commerce extérieur s'il ne s'intéresse pas à deux secteurs, l'industrie et l'énergie. Dans aucun pays de la planète les services ne sont capables de jouer un rôle significatif dans ce domaine. Il faut l'admettre : un pays qui, comme nous l'avons fait, négligerait les secteurs de l'énergie et de l'industrie ne pourrait en aucune façon jouer un rôle pour disposer des avantages liés à un commerce extérieur excédentaire.

L'Allemagne ne partage pas non plus la conviction française que le salut viendra des PME. Dans aucun des grands pays de la planète le salut ne vient d'autre chose que des grands groupes. Je ne dis pas que mettre en adéquation l'intérêt d'un pays et l'intérêt de ses grands groupes est facile à faire. Les PME ont leur importance et jouent un rôle très utile mais les chiffres révèlent que l'avantage compétitif d'un pays ne peut résulter de ses PME. Je ne parle pas de l'emploi, je parle du commerce extérieur qui est fondé sur l'action des grands groupes.

L'Allemagne, pour arriver à ce succès, a adopté ce que j'ai appelé un « modèle industriel et commercial de gouvernance » du monde des entreprises. À l'inverse, la France a basculé vers un modèle libéral financier, même si l'on discerne quelques réflexions dans le macronisme. Ce modèle libéral et financier s'est incarné par exemple dans les politiques menées avec constance par trois ministres socialistes : Pierre Bérégovoy, Dominique Strauss-Kahn puis Laurent Fabius. Ces trois ministres, ainsi que la Direction générale du Trésor, ont été, en France, les porteurs du modèle libéral financier, avec des contributions importantes à droite, notamment celles de grands patrons comme Michel Pébereau.

Ce choix reposait sur plusieurs croyances. On croyait par exemple qu'en étant vraiment libérale et en laissant faire les choses la France allait se « moderniser » et s'insérer « naturellement » dans la concurrence internationale. En fait, la situation était beaucoup plus simple : à partir des années 80 nous avons

commencé à accumuler les déficits budgétaires, les déficits faisaient croître la dette, et pour pouvoir financer la dette, l'obsession numéro un était de complaire aux investisseurs institutionnels anglo-saxons. C'est cela qui a vraiment créé la « pensée unique » du Trésor : financer la dette et donner des gages aux investisseurs internationaux.

Jusqu'à l'attentat du *World Trade Center* le monde a essayé d'évoluer vers une forme de multilatéralisme économique dont les principes étaient fondamentalement américains et dans lequel, en gros, on essayait de faire que les entreprises soient en compétition avec des règles du jeu comparables. C'est ainsi que l'on a créé l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'on y a fait rentrer les Chinois etc.

C'est complètement terminé. On n'est plus dans ce monde-là. Désormais ce ne sont plus les entreprises mais les États qui sont en concurrence, et leur « force de frappe », ce sont leurs grands groupes industriels. Le contexte institutionnel que les États créent autour de leurs groupes importants est leur choix essentiel.

Or cette nouvelle notion-là est totalement absente de toutes les logiques bruxelloises, qu'il s'agisse du commerce extérieur ou de la commission de la Concurrence. Aujourd'hui la commission de la Concurrence s'inquiète, considérant le rapprochement entre Alstom transports et Siemens comme un risque de position trop dominante en Europe ! Face à la Chine qui a créé la première entreprise pour les TGV, qui produit 90 % du TGV mondial, même en rassemblant les deux entreprises européennes et en créant quasiment une position très forte sur le marché européen, il n'est pas certain qu'on arrive à exister. Si nous persévérons dans cette analyse complètement biaisée nous aurons des consommateurs européens très bien protégés qui seront intégralement fournis par des entreprises étrangères, ce qui est déjà le cas dans de nombreux domaines.

Le système industriel et commercial allemand rompt et continue à rompre avec le modèle libéral financier. Bien sûr il y a des activistes financiers, parfois, qui proposent de couper un peu en morceaux le groupe Thyssen, mais tout cela se produit aux limites. J'ai été administrateur du groupe Siemens en Allemagne pendant cinq années. Que croyez-vous qu'il arriva lorsqu'il s'est agi de vendre son secteur automobile électronique ? A-t-on sollicité un banquier d'affaires pour vendre ce secteur au meilleur prix ? Pas du tout. En Allemagne on se demande avec qui on peut s'allier (en l'occurrence l'allemand Continental) pour créer un groupe qui ait un sens, par une spécialisation, par secteurs de l'industrie allemande, pour le plus grand intérêt allemand.

Les Allemands adoptent une position qui, historiquement, n'est pas du tout celle de la France : parce qu'ils disposent d'une puissante industrie exportatrice, technologiquement en avance, parce qu'ils ont arbitré pour le producteur et non, comme nous, pour le consommateur, ils auront ainsi les meilleurs emplois sur le territoire allemand et serviront, *in fine*, le consommateur allemand. C'est en passant par la priorité au producteur qu'on vise une politique *in fine* favorable aussi au consommateur.

  l'inverse, historiquement, la politique française consiste à se méfier des entreprises. Dans tous les débats sur la réglementation européenne, la France arbitre pour ses consommateurs, contre ses producteurs. En tant que chef d'entreprise je comptais sur le ministre allemand de l'Environnement pour écouter ses industriels avant d'aller négocier à Bruxelles. Son homologue français écoute ses ONG, les entreprises industrielles françaises n'ont donc, jusqu'à présent, dans bien des secteurs, aucune chance d'être bien défendues par les ministres français.

On peut multiplier les exemples : les Allemands ont décidé de mener une politique énergétique de sortie du nucléaire entièrement payée par le consommateur – qui paye son électricité deux fois plus cher qu'en France – veillant à épargner l'industrie allemande qui ne paye pas cette politique.

Sous la tutelle du monde politique, l'Allemagne est gouvernée en fait par une union de ses chefs d'entreprise, détenteurs de l'histoire des entreprises, en cogestion avec les syndicats, dans le but de faire des investissements de long terme, de développer la technologie et de maintenir en Allemagne les emplois à forte valeur ajoutée, la partie complémentaire étant produite dans des pays à salaires moins chers, notamment en Europe de l'Est. Quoi qu'il arrive, dans les grands groupes industriels, un tiers de l'effectif de la société doit être en permanence en Allemagne.

Cette situation va-t-elle durer ? Quel avenir pour l'entreprise française ?

Beaucoup de groupes français ont fait une extraordinaire mutation, pour certains d'entre eux dans des domaines qui ne relèvent pas de politiques de l'état, bien qu'il reste des retombées de la politique qui avait été menée jusqu'à la fin du mandat de M. Giscard d'Estaing. Cette politique gaulliste, qui avait une approche tout à fait spécifique (entreprises nationales, marché national...), a permis de faire le nucléaire, de faire Arianespace, a permis de développer une industrie de l'aviation qui reste solide. C'est un acquis.

Nous avons d'autres acquis en France.

Nous avons des hommes qui ont créé les meilleurs groupes de luxe de la planète : M. Arnaud, sans doute le plus grand créateur industriel français du XX^{ème} siècle, M. Dumas (Hermès)... Mais, contrairement à l'Allemagne, nous n'avons pas réfléchi à une sorte de « *Standort Frankreich*⁴ ». Les Allemands ont réfléchi au secteur dans lequel se spécialiser et ont conclu que c'était l'industrie. Depuis bien longtemps les Anglais savent que c'est la *City* de Londres. Les Américains sont en train de conclure que ce sont les GAFA, les méga du monde numérique.

La France n'a pas réfléchi à cette question. Je pense que le secteur d'excellence français, ce sont aussi les industries de l'art de vivre : le luxe, le tourisme, l'agriculture de haut de gamme... Même si, malheureusement, nous ne dominons pas assez en agro-agriculture parce que la France arbitre toujours pour ses paysans contre ses industriels (l'industrie a été systématiquement la mal-aimée française).

La France, pour exister au niveau européen, devra s'entendre avec les pays qui comptent : l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Chaque pays réfléchissant à la spécialisation qui lui permettra d'être un vrai *leader* mondial.

Nous ne pouvons prétendre par exemple à devenir de grands *leaders* mondiaux de l'intelligence artificielle (IA). 5 milliards sont consacrés aux programmes européens dans ce secteur alors que près de 10 milliards sont consacrés chaque année au seul programme du chinois Ali Baba ! Nous allons inévitablement être dépassés.

Nous avons d'autre part des caractéristiques qui nous posent un certain nombre de questions. La France et l'Europe ont un modèle social et une approche éthique d'un certain nombre de sujets. Par exemple, l'Europe vient d'édicter un règlement qui préserve les droits de l'individu sur ses données personnelles. Les États-Unis s'interrogent sur cette question. La Chine a déjà décidé que l'individu n'a aucun droit sur ses données personnelles. Ce qui se passe en Chine en ce moment aboutit à un foisonnement tel que, dans ce domaine, nous serons très vite dépassés technologiquement.

⁴ En référence à l'expression allemande : « *Standort Deutschland* » qui signifie littéralement « Allemagne, lieu d'implantation » et désigne à la fois le coût, la formation, la qualification de la main-d'œuvre et la qualité des relations sociales.

L'Europe, qu'elle soit française ou allemande, va devenir un espace sympathique dans lequel on vivra certainement mieux que le citoyen chinois. Mais nous risquons d'être dépassés économiquement.

Y a-t-il une alternative ? Ma conclusion à cet égard reste pour le moment très pessimiste. Jamais depuis que je m'intéresse aux questions franco-allemandes je n'ai vu une telle divergence entre la France et l'Allemagne. Je ne vois pas percer les propositions européennes du type de celles que souhaite le président Macron en Allemagne telle qu'elle évolue avec ses nouveaux dirigeants. L'Allemagne pense qu'elle peut réussir seule. Et la seule réponse que peut donner la France est : Vous n'allez pas continuer à avoir le beurre et l'argent du beurre. Vous n'allez pas continuer à bénéficier des avantages que vous donne l'euro sans rien donner en échange. La France doit mener une réflexion stratégique solide pour savoir dans quel domaine elle pourrait acquérir un levier de pression sur l'Allemagne.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le président. Vous avez posé la bonne question et vous nous laissez le soin d'y répondre. Quel est le domaine dans lequel nous pouvons exercer un effet de levier ?

Je me tourne vers Coralie Delaume qui pose de manière très intéressante le rapport de la France à l'Allemagne.

Deutsch-französische Partnerschaft ou couple franco-allemand ? La place de l'Allemagne en Europe ?

Je commencerai par une citation du philosophe Pierre Manent extraite d'un article paru il y a un an dans *Le Figaro*⁵ :

« La relation que les Français ont nouée avec l'Allemagne dans la dernière période est vraiment étrange. Ils tiennent absolument à épouser l'Allemagne. Les Allemands sont très courtois mais ils nous avaient signifié très clairement dès le lendemain de la signature du traité de l'Élysée qu'ils n'étaient pas intéressés par ce mariage. »

Pierre Manent faisait allusion au préambule unilatéral ajouté par le *Bundestag* avant de ratifier le traité dans lequel il affirmait son attachement à l'acquis communautaire supranational – alors que le traité était clairement d'inspiration inter-gouvernementale – et l'importance de l'OTAN pour la défense de l'Europe, ce qui aboutissait à vider le traité de sa substance.

La relation franco-allemande actuelle est telle que l'a décrite Pierre Manent. Les dirigeants français veulent épouser l'Allemagne. L'Allemagne nous oppose poliment mais de plus en plus fermement une fin de non-recevoir. Elle consent à quelques projets iréniques, comme le serpent de mer de la constitution d'une armée européenne, pour mieux différer – ou botter en touche – sur ce qu'il est nécessaire de faire immédiatement. Cela s'illustre dans le discours devant le Parlement européen, la semaine dernière, d'une Angela Merkel qui se déclare favorable à une armée européenne « dans le cadre de l'OTAN » mais ne dit pas un mot sur les réformes de la zone euro telles que les propose Emmanuel Macron et se contente d'un petit mot sur la taxe GAFA, principalement défendue par la France, pour la différer : Ma priorité est la taxation des GAFA à l'échelle internationale et si en 2020 l'OCDE ne parvient pas à un accord sur le sujet, on verra ce qui peut être fait à l'échelon de l'Union européenne.

Nos dirigeants font énormément de déclarations d'amour à l'Allemagne, principalement Emmanuel Macron qui a l'air très épris, mais ils se font

⁵ Extrait de « *Sortons de cet état de transe amoureuse envers l'Allemagne* », entretien accordé par Pierre Manent à Guillaume Perrault, publié dans *Le Figaro Vox* le 13 octobre 2017.

régulièrement éconduire. Cette passion n'est pas partagée par la société française où l'Allemagne reste un pays méconnu vécu comme très différent, ce qui contraste avec la sympathie spontanée qui va à l'Italie ou même à l'Angleterre.

Pourquoi cette passion unilatérale des dirigeants français pour l'Allemagne ?

Il semble que l'Allemagne joue à la fois le rôle de modèle à imiter et celui de contrainte extérieure que l'on se donne comme prétexte dans le cadre d'une sorte de servitude volontaire.

Pourquoi un modèle à imiter ?

Emmanuel Macron a ébauché une réponse à cette question lorsqu'il s'est rendu au Danemark : il a fait valoir que les Danois, comme les Allemands, sont des luthériens et les a opposés à ces « Gaulois réfractaires » que sont les Français. Il donnait un peu l'impression que son rêve était de diriger un peuple luthérien respectueux des hiérarchies, discipliné, disposé à accepter réforme de structure sur réforme de structure sans broncher. L'Allemagne serait ce pays merveilleux qui a d'ailleurs fait la réforme des réformes, celle de son marché du travail, avec les lois Hartz votées en 2005 sous Gerhard Schröder, ce qui a fait tomber en pamoison tous les présidents français successifs. Nicolas Sarkozy s'y est souvent référé, tout comme François Hollande et, bien sûr, Emmanuel Macron.

Il faudrait donc à toute force imiter ce « modèle » allemand surperformant. Surperformant à cause de son excédent commercial, de son équilibre budgétaire parfait, de sa capacité à se désendetter (ce à quoi échoue la France).

Mais un modèle dont on ne voit pas les limites :

On oublie qu'un pays qui a misé sur le tout à l'export et vit essentiellement de ses exportations est tributaire de la santé économique de sa clientèle et du monde en général.

De plus, cet équilibre budgétaire parfait se traduit par un problème chronique de sous-investissement public en Allemagne. Or un pays qui n'investit pas dans ses infrastructures publiques hypothèque assez lourdement son avenir.

On oublie aussi que ce modèle tant admiré n'est plus tout à fait le modèle allemand. Comme l'a dit Édouard Husson, ce qui faisait jadis la spécificité du capitalisme rhénan a été abîmé par la néolibéralisation, la financiarisation de l'économie allemande. Les réformes du marché du travail dont j'ai parlé ont abouti aux *mini jobs*, au temps partiel contraint, à un monde du travail à deux vitesses, et à l'augmentation des inégalités que dénoncent aujourd'hui un certain nombre d'économistes allemands dans des articles parus dans la presse française.

Pourtant, on ne sort pas de ce mythe d'un modèle allemand qu'il faudrait absolument importer chez nous.

L'Allemagne est aussi l'une des contraintes extérieures que nous nous sommes choisies.

C'est d'ailleurs le rôle que nous donnons à toute la superstructure européenne. L'Union européenne c'est la constitutionnalisation de l'austérité. Du fait des structures choisies, du fait des traités tels qu'ils sont, l'austérité s'impose d'elle-même de façon presque mécanique sans même qu'on ait à en décider. Nous avons d'ailleurs envoyé toutes les possibilités de prendre des décisions économiques à l'échelon supranational. Les grandes orientations, les grandes décisions sont prises par des entités dites indépendantes totalement affranchies de tout contrôle démocratique puisqu'elles échappent à la sanction des urnes.

Dans ce cadre, l'Allemagne, *leader* économique de fait en raison de la surpuissance de son économie, est non seulement un prescripteur d'austérité mais une contrainte supérieure de plus que l'on se donne pour pouvoir affirmer qu'il est nécessaire de faire des réformes de structures pour regagner la confiance de l'Allemagne. C'est le discours qui a été tenu pendant tout l'épisode de la réforme du code du travail en France (ordonnances Pénicaud⁶ etc.). On nous a dit et répété que l'Allemagne devait sa compétitivité au fait d'avoir fait ces réformes.

Hier, au *Bundestag*, Emmanuel Macron a de nouveau parlé du « couple franco-allemand ». Or cette notion n'existe pas en Allemagne. L'idée qu'il existerait un « couple » est une idée française (toujours ce désir d'épouser l'Allemagne). Il me semble que cette formule est utilisée en France pour donner le sentiment illusoire que la France et l'Allemagne pilotent l'Europe ensemble, à parité. En réalité, l'Allemagne est aujourd'hui très loin devant la France. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la manière dont elle domine les institutions communautaires. En termes de postes à responsabilités, c'est quasiment « le grand chlem » : elle domine très largement le Parlement européen, elle domine la Commission par le biais de son secrétaire général (et peut-être de son futur président de la Commission si le candidat allemand est nommé à la tête de la

⁶ Les cinq ordonnances portant réforme du droit du travail, publiées au Journal officiel le 23 septembre 2017, sont présentées comme s'inscrivant dans la logique de simplification du Code du travail.

Commission). Elle domine un certain nombre d'autres organismes : la Banque européenne d'investissement (BEI) présidée par Werner Hoyer, le mécanisme européen de stabilité dont le directeur général est l'Allemand Klaus Regling... à l'exception notable de la BCE qui est encore dirigée par l'Italien Mario Draghi. Là encore la raison tient à la nature des structures qui ont été choisies. Par exemple le choix de la supranationalité – préférée à la coopération intergouvernementale – met l'Allemagne dans une situation mentale plus favorable parce que sa tradition politique fait qu'elle est naturellement plus à l'aise dans un cadre quasi fédéral ou en voie de fédéralisation qu'un pays jacobin comme la France.

Les choix économiques successifs faits, pour un certain nombre d'entre eux, sur proposition même de la France ont abouti à faire de l'Europe une Europe allemande. Je pense notamment à la transformation du marché commun en marché unique que nous devons à la Commission Delors. Dans le marché commun seules les marchandises circulaient librement. Dans le marché unique, ce sont désormais le capital et le travail qui circulent librement, ce qui génère un puissant phénomène de polarisation industrielle, bien décrit par les économistes, qui a énormément favorisé les pays du cœur de la zone euro et du marché unique, désindustrialisant les pays de la périphérie. C'est l'économie allemande qui en a le plus profité.

L'euro a été au départ une idée française : on croyait pouvoir encadrer le processus de réunification allemande et en annuler les effets en privant l'Allemagne de l'instrument de puissance économique, mais aussi d'identification, qu'était le mark. En réalité l'euro aboutit aujourd'hui à ce que l'Allemagne bénéficie d'une monnaie très largement sous-évaluée tandis qu'un certain nombre de pays périphériques, notamment ceux du sud, subissent les effets d'une monnaie largement surévaluée.

La réunification n'a pas été un choix français. La vague des élargissements à l'Est qui a suivi (en 2004, la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Slovénie, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, Malte et Chypre sont entrées dans l'Union européenne, rejointes en 2007 par la Roumanie et la Bulgarie) a fait de l'Allemagne le centre de gravité de l'Europe élargie en le déplaçant vers l'Est. Elle a surtout permis à l'Allemagne de disposer aujourd'hui

d'une vaste base arrière industrielle dans laquelle elle pratique abondamment les délocalisations de proximité pour le plus grand bien de sa compétitivité-coût.

Cette hyper-dominance de l'Allemagne ne résulte donc pas d'une action conquérante préméditée mais de choix successifs, tel celui la supranationalité, qui n'avaient pas caractère de fatalité. Les structures telles qu'elles sont produisent mécaniquement leurs effets et font que dans l'Europe d'aujourd'hui la place potentielle de l'Allemagne et celle de la France sont incomparables.

C'est pourquoi l'idée d'un couple franco-allemand me semble pour l'instant tout à fait fautive, voire présomptueuse.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

À propos de l'Allemagne, considérations psychologiques

Merci, Coralie Delaume, de cet exposé très intéressant. Vous avez bien montré comment l'Allemagne, à travers le marché européen d'abord, l'euro ensuite, l'élargissement enfin, a acquis une position tout à fait centrale et dominante. Vous écrivez d'ailleurs dans votre livre que le centre géographique de l'Europe est maintenant une bourgade, un petit village bavarois. L'Allemagne est en effet au milieu de l'Europe.

Avant de donner la parole à Thomas Wieder, je hasarderai quelques considérations psychologiques.

On ne peut pas parler de l'Allemagne si on n'intègre pas le trauma de 1945 : la ruine de l'Allemagne, sa défaite mais aussi la découverte de l'horreur des camps d'extermination. Un trauma matériel, humain mais surtout moral.

Comment intégrer cet épisode dans l'histoire longue de l'Allemagne ?

Coralie Delaume, dans un passage de son livre qu'elle n'a pas cité, écrit qu'en réalité l'Europe fonctionne sur un modèle qui n'est ni vraiment fédéral, ni vraiment confédéral, un modèle non identifiable, un OPNI (objet politique non identifié), selon la formule de Jacques Delors.

Cela ne déconcerte pas les Allemands qui y voient même quelque chose de familier : Le Saint-Empire romain germanique était un regroupement assez hétéroclite de grands et de petits États, de villes dites « libres », un assemblage

de princes-électeurs, une Diète, sorte de Parlement européen avant la lettre, qui ne décidait pas grand-chose. Le Saint-Empereur, une fois qu'il était adoubé par les grands électeurs, était la pièce maîtresse de cet ensemble. Tout cela s'est un peu perdu car l'Allemagne, à la fin du Moyen-Âge, a oublié de se constituer en État-nation, sur le modèle anglais ou français, parce qu'elle s'intéressait trop à l'Italie (sans doute *aimait*-elle l'Italie...) et elle y a dépensé beaucoup d'énergie. Je n'évoquerai pas Frédéric II, dernier empereur de la dynastie des Hohenstaufen (1194-1250) qui d'ailleurs vivait en Sicile ... Et les Allemands ne rêvent aujourd'hui que de la Toscane.

Après 1945, terrible trauma, les Allemands se sont greffé un « hémisphère » américain à la place de celui qui, à partir de l'échec de leur révolution libérale (1848-1849) et de leur unification par en haut, « par le fer et par le sang », les avait aiguillés vers le nazisme, si je puis oser cette formule imagée. Ils se sont ralliés à des valeurs d'une civilisation qu'ils ressentaient comme supérieure. Peter Sloterdijk parle de « *metanoïa* allemande ». La *metanoïa* est une mutation profonde de tout leur être, un renversement de leur psyché profonde. L'Allemagne rompt avec l'alliance de classes qui la dominait depuis son unification entre l'aristocratie financière et militaire de l'Est (les *junkers*) et la bourgeoisie industrielle de l'Ouest. Les Allemands se transforment pour atteindre un stade de civilisation qu'ils considèrent comme supérieure, celui de l'Amérique. Et ils nous offrent leur Amérique. Ils aiment l'Amérique. Si, comme Coralie Delaume l'a dit, les dirigeants français adorent l'Allemagne, l'Allemagne quant à elle a trop aimé l'Italie puis, en 1945, elle s'est « donnée corps et âme » aux États-Unis parce que les États-Unis la protégeaient de l'URSS. Il faut lire Peter Sloterdijk pour bien comprendre tout cela. [Et il faut lire accessoirement son petit livre instructif et désopilant intitulé *Ma France*⁷.] Cet amour fusionnel pour les États-Unis va jusqu'à une quasi-identification. On peut se demander si un grand patron comme Thomas (« Tom ») Enders est allemand ou américain. Beaucoup d'Allemands, comme lui, se vivent sincèrement américains.

Alors quel drame quand l'être aimé vous rejette, violemment, brutalement, comme Donald Trump vient de le faire à plusieurs reprises vis-à-vis de l'Allemagne ! C'est un autre trauma, même s'il est moins grave. Et les Allemands ne savent plus très bien où ils en sont. Mme Merkel l'a dit : « Le temps où l'on pouvait compter tout simplement sur les États-Unis pour nous protéger est

⁷ *Ma France*, Peter Sloterdijk (éd. Libella-Maren Sell, 2015, traduit par Olivier Mannoni).

révolu ». Ce sont des coups redoublés que l'Allemagne est en train de prendre sans que les Allemands comprennent réellement ce qu'il se passe.

On pourrait trouver des raisons. Donald Trump, qui a une mentalité de grand *dealer*, a pensé que l'Europe c'est l'Allemagne, que l'excédent européen sur les États-Unis, c'est principalement l'Allemagne, qu'il y a trop d'automobiles allemandes sur la Cinquième avenue. Il oublie sans doute, peut-être ne le sait-il pas, que les filiales automobiles allemandes aux États-Unis représentent en chiffre d'affaires égal à cinq fois le volume des exportations d'automobiles allemandes aux États-Unis. C'est-à-dire que les Allemands font construire leurs voitures aux États-Unis ou au Mexique, jouant sur la frontière.

Les raisons de cet éloignement sont donc assez complexes. Mais toujours est-il que les Allemands, en perte de repères, ne savent pas quoi faire.

Qui les menace réellement ?

La Russie les menace-t-elle ? Je ne le pense pas. Il suffit de raisonner un peu : le budget militaire russe (environ 70 milliards de dollars en 2017) c'est autant que le total du budget militaire français (44,3 milliards en 2017) et du budget militaire allemand (35,8 milliards en 2017). D'un côté 500 millions d'habitants, de l'autre 145 millions de Russes dispersés sur 17 millions de km² dont 14 sont constitués de permafrost (terre gelée). Il est évident que la Russie ne représente plus aujourd'hui un péril militaire comparable à celui de l'Union soviétique et qu'elle est incapable de mener une guerre d'invasion vis-à-vis de l'Europe. Certes il y a l'arme nucléaire mais, justement, l'effroi qu'elle suscite de part et d'autre lui confère une fonction égalisatrice.

D'où vient la menace, non pas militaire mais économique et sociétale, pour l'Allemagne et l'Europe ?

Le défi majeur vient des États-Unis et de leur politique protectionniste, en rupture avec la politique libérale qui avait été menée pendant 40 ans. Cette politique vise à imposer des rééquilibres. Mais c'est plus profond qu'on ne le dit et, à mon avis, nous ne sommes pas au bout de cette évolution qui a commencé avant Donald Trump. Les sanctions extraterritoriales, c'était déjà sous Obama. Le « pivot » vers l'Asie, c'était déjà sous Barack Obama... et je pourrais donner beaucoup d'autres exemples qui révèlent une certaine continuité en profondeur, bien qu'il y ait aussi des ruptures. Les États-Unis veulent-ils encore de l'Europe telle qu'elle se profile ?

Un autre défi est en rapport avec la Chine et son économie mixte continentale. Nous ne sommes pas prêts à l'affronter. Il faudrait contrôler les investissements en contrant le jeu chinois très subtil qui consiste à diviser pour régner (ce qui est très facile en Europe !).

Il y a le défi de l'islam radical dont nous avons connu différentes variantes (Khomeiny, Al-Qaïda, Daech...). Il y en aura d'autres. Il est évident que c'est une affaire longue.

Il y a le défi migratoire que nous ne sommes pas en passe de résoudre. On ne sait pas très bien comment prendre cette affaire pour aider l'Afrique à se transformer et les Européens ne sont pas d'accord entre eux, ce qui constitue une source supplémentaire de divisions.

Comment allons-nous faire face à tout cela ? Les Allemands ne le savent pas. Ils sont très désorientés.

Mais je ne suis pas allé en Allemagne depuis quelques mois. Il s'y est peut-être passé des choses nouvelles.

Thomas Wieder, correspondant du *Monde* en Allemagne, va peut-être pouvoir nous faire des révélations, en tout cas nous donner de précieuses indications, et répondre à la question que posait à juste titre M. Beffa : De quels leviers disposons-nous sur l'Allemagne ? Comment la France peut-elle se faire entendre et faire comprendre aux Allemands que le beurre c'est bien mais l'argent du beurre en plus c'est trop !

Quels moyens avons-nous ? En avons-nous seulement ? Apparemment non car nous vivons toujours ce roman d'amour qui évoque un peu l'intrigue d'« Armance »⁸.

⁸ Dans *Armance ou quelques scènes d'un salon de Paris en 1827*, premier roman de Stendhal (publié sans nom d'auteur en 1827), Octave aime Armance mais il est impuissant.

Situation politique : la « gouvernabilité » de l'Allemagne en question

Je suis tout à fait d'accord avec M. Chevènement sur son diagnostic. Habitant en Allemagne depuis un peu plus de deux ans, c'est exactement ce que je ressens.

Ce grand sentiment d'incertitude, donc d'inquiétude, est à la fois lié à des raisons objectives, notamment dans le domaine politique, mais aussi aux questions de psychologie collective, d'imaginaire national qui viennent d'être évoquées. Je pense qu'elles jouent un rôle dans le fétichisme de la stabilité, de l'ordre et de la prévisibilité qui caractérise les Allemands.

Je commencerai par citer Alfred Grosser qui, dans *L'Allemagne en l'Occident*⁹, paru en 1985, écrivait : « *L'État anormal qu'est la République fédérale a connu une histoire fort normale, du moins dans sa vie institutionnelle, surtout pas comparaison avec la France. Née en 1958, la V^{ème} République ne sait toujours pas aujourd'hui, dans la perspective des élections législatives de 1986, comment surmonter un éventuel antagonisme entre deux majorités également légitimes, la présidentielle et la parlementaire. La démocratie de Bonn, à l'inverse, elle, a mené une vie institutionnelle à l'abri d'interrogations majeures. Les présidents de la République, à vrai dire sans pouvoir significatif, sont élus ou réélus comme prévu tous les cinq ans et au cours de ses trente-cinq premières années d'existence la République fédérale n'a été gouvernée que par six chanceliers successifs.* » Ce livre, devenu un classique, a été maintes fois réédité.

Jusqu'en 2017, jusqu'aux élections législatives de l'an dernier, ce diagnostic était relativement juste et c'est Angela Merkel qui a incarné cette grande stabilité institutionnelle, politique et presque aussi de tempérament. Quand elle a été élue présidente de la CDU, en avril 2000, le grand parti frère de la CDU, en France, s'appelait encore le RPR. Depuis il a changé deux fois de nom (UMP, Les Républicains). Mme Merkel est pour trois semaines encore présidente de la CDU. Depuis sa prise de fonction à la tête du parti, le grand parti de la droite française a changé six fois de président. Et depuis qu'elle est chancelière, en 2005, elle a vu se succéder à l'Élysée Jacques Chirac (à la fin de son deuxième mandat), Nicolas Sarkozy, François Hollande et, aujourd'hui, Emmanuel

⁹ *L'Allemagne en Occident*, Alfred Grosser (éd. Fayard, 1985).

Macron. Mme Merkel l'a d'ailleurs relevé avec humour : dès le lendemain de sa dernière réélection par le *Bundestag*, elle s'est rendue à l'Élysée. Elle en a profité pour publier sur son compte *Instagram* une *story* dans laquelle elle se montrait en train de rendre visite aux présidents français successifs. Une façon de dire : « Vous passez, moi je reste... ». La visite d'Emmanuel Macron à Berlin, le 15 mai 2017, pour rencontrer Angela Merkel, avait suscité, côté allemand, une énorme attente, beaucoup de bienveillance mais aussi une certaine ironie qui venait de l'expérience : Faites vos preuves, nous avons vu passer d'autres présidents français qui promettaient eux aussi des réformes, une relance du couple franco-allemand... Mme Merkel, accueillant ce président fringant et souriant, avait même conclu son propos liminaire par une citation de Hermann Hesse : « *Au début de toute chose il y a un charme.* », avant d'ajouter : « *Mais le charme ne dure que si les résultats sont là.* »

L'Allemagne vit la fin d'une époque politique et ce sentiment est très fortement partagé. Je me souviens très bien de la soirée électorale du 24 septembre 2017. Je me trouvais au siège de la CDU, près du *Tiergarten* à Berlin. Soirée un peu sinistre parce que, même si les derniers sondages n'étaient pas très bons, les responsables du parti ne s'attendaient pas à recueillir seulement 33 % des suffrages, le score le plus bas de la droite conservatrice allemande depuis 1949. « C'est la fin de la République fédérale telle que nous l'avons connue », m'avait confié l'un d'entre eux. J'ai retrouvé cette expression le lendemain dans la *Süddeutsche Zeitung* et dans le *Spiegel*. Il n'y avait pas de changement institutionnel mais l'entrée massive, due au mode de scrutin, de l'extrême-droite (92 députés sur 730), pour la première fois depuis 1949, donnait l'impression que quelque chose se déréglaît, qu'une époque était révolue. S'ajoutait à cela le choc plus ou moins digéré de la crise des réfugiés et le sentiment que, même si elle bénéficiait d'un score pouvant lui permettre d'être réélue, on touchait au « crépuscule d'Angela Merkel » (*Merkeldämmerung*), une expression qui revenait régulièrement dans la presse allemande depuis déjà plusieurs années.

Tout cela s'est accentué depuis qu'elle a annoncé son départ de la présidence de la CDU, avec une incertitude qui aujourd'hui fait vraiment partie du quotidien. Jusqu'au mois dernier, tout le monde pensait que, comme elle l'avait dit, elle resterait chancelière jusqu'à la fin et passerait le relais à la tête du parti quelques mois avant les élections de 2021 pour que son successeur ait les rênes du parti. Elle avait en tête le contre-exemple de Gerhard Schröder qui avait abandonné la présidence du SPD en 2004 et qui, l'année suivante, avait dû

quitter le pouvoir et la chancellerie. Elle avait toujours considéré que cela avait été une erreur de la part de Gerhard Schröder et que, dans ce système parlementaire où les partis comptent tellement, il faut conserver le pouvoir sur le parti pour asseoir son pouvoir sur le gouvernement. Je ne reviens pas sur la défaite électorale dans la Hesse, le 28 octobre, qui l'a contrainte à annoncer sa retraite anticipée de la CDU à partir du mois de décembre, mais tout en comptant aller jusqu'au bout de la législature comme chancelière. Là, quelque chose a changé très nettement dans le climat qui règne à Berlin et il est très rare aujourd'hui de rencontrer quelqu'un qui pense qu'elle pourra tenir jusqu'à la fin de la législature. Cela crée une grande incertitude (on sait qu'en politique ce genre de petite musique peut avoir un caractère performatif). Depuis deux ou trois semaines l'ancien chancelier Schröder a pronostiqué le départ d'Angela Merkel au début de l'été 2019 au plus tard ; un autre ancien président du SPD, l'ex- ministre de l'Economie puis des Affaires étrangères Sigmar Gabriel a déclaré que Merkel n'irait certainement pas au-delà des élections européennes de mai 2019 ; et le vice-président du FDP, le parti libéral, a dit avant-hier dans une interview qu'il la voyait partir au début du printemps 2019...

Tout cela crée une atmosphère dans laquelle on ne voit pas très bien où l'on va, avec une incertitude sur la date de son départ du gouvernement et une incertitude sur les conditions dans lesquelles se fera ce départ.

Jusqu'à présent, en République fédérale, les ruptures de majorité ou les départs prématurés de chanceliers se sont faits de deux façons.

Premier cas de figure : le départ du « partenaire junior » de la coalition. C'est ce qui s'est passé en 1966, quand les libéraux ont quitté la coalition des conservateurs et qu'il y a eu la première grande coalition de l'histoire, avec le chancelier Kiesinger. C'est ce qui, en 1982, a permis à Kohl d'arriver au pouvoir avec un changement d'alliance du FDP qui a rejoint les conservateurs.

Deuxième cas de figure : quand un chancelier pose la question de confiance au *Bundestag* et qu'il n'obtient pas la confiance. Dans ce cas, si le président de la République n'arrive pas à reformer une majorité dans un délai de quelques semaines, il peut dissoudre le *Bundestag* et provoquer des élections anticipées.

Donc, dans ce cadre institutionnel, deux circonstances pourraient provoquer le départ de Mme Merkel :

Les sociaux-démocrates pourraient décider de quitter cette coalition. Cette hypothèse monte depuis trois ou quatre semaines.

Mme Merkel pourrait, à cause d'une majorité véritablement étioyée à l'intérieur de son propre camp, avec une CDU qui ne la soutiendrait plus que

comme la corde soutient le pendu, demander la confiance, et, si elle ne l'obtient pas, tomber. Il faut savoir qu'elle ne bénéficie au *Bundestag* que d'une majorité très faible (9 voix) et que déjà, le 14 mars, lors de son élection, elle n'avait pas fait le plein de ses voix (une trentaine ou une quarantaine de députés SPD-CDU-CSU n'ont pas voté pour elle).

Une troisième incertitude concerne évidemment l'identité de celui ou celle qui lui succédera le 7 décembre au congrès de Hambourg.

Deux candidats se détachent :

Annegret Kramp-Karrenbauer est vue, bien qu'elle s'en défende, comme la dauphine d'Angela Merkel, même si elle prend ses distances avec elle, et Friedrich Merz, l'ancien patron du groupe de 2000 à 2002, qui, reconverti dans le monde des affaires, a quitté le *Bundestag* en 2009 et affiche des positions beaucoup plus néolibérales et conservatrices que celles de Mme Kramp-Karrenbauer. Certes il y a des considérations tactiques. En période de campagne interne chacun essaie de gommer ou de pallier ses handicaps. C'est donc sans doute ce qui explique qu'Annegret Kramp-Karrenbauer essaie de prendre un peu ses distances avec la France. Elle vient de la Sarre, elle a beaucoup travaillé – et assez bien d'ailleurs – avec la Lorraine et avec la France et elle veut sans doute montrer une forme d'autonomie.

Friedrich Merz est lui aussi dans une position assez curieuse. En tout cas les positions qu'il défend méritent d'être précisées. Le 21 octobre, il a publié dans le *Handelsblatt*, quotidien économique allemand, une tribune (co-signée avec le philosophe Jürgen Habermas, un ou deux dirigeants d'entreprises et une ancienne ministre social-démocrate) dans laquelle il affirmait qu'il est temps que l'Allemagne réponde fortement aux propositions d'Emmanuel Macron. Il est aussi très allant sur l'idée d'une armée européenne, sur l'idée d'un vrai budget de la zone euro et, reprenant la proposition évoquée par le ministre des Finances social-démocrate Olaf Scholz, sur une assurance chômage européenne, idée qui avait été torpillée par Angela Merkel. Le problème est que cette tribune a été publiée une semaine avant qu'Angela Merkel n'annonce son départ de la présidence de la CDU, à un moment où Friedrich Merz était bien loin d'imaginer qu'il serait candidat à la présidence du parti une semaine après. Depuis, il a un peu rétrogradé, notamment sur la zone euro, sur l'assurance chômage, etc. Mais on ne sait pas trop ce qu'il pense non plus là-dessus.

On est donc dans un climat d'incertitude quant à la durée de vie du gouvernement et quant à l'identité de la personne qui dirigera la CDU et qui sera probablement le ou la futur(e) chancelier(ère).

On est aussi dans une incertitude liée à un éclatement du paysage politique allemand – phénomène qui n'est pas récent mais qui s'est amplifié. Depuis les années 1980, régulièrement, on voit s'ajouter des groupes au *Bundestag*: les Verts, puis ce qui restait des anciens communistes après la réunification, une famille politique qui s'est retrouvée dans *Die Linke* avec des sociaux-démocrates en rupture de ban au début des années 2000, et maintenant l'AfD depuis 2017... Or les Allemands sont très attachés à ce qu'ils appellent le *Volkspartei*, un parti du peuple, un parti de masse, un grand parti populaire interclassiste qui pèse pour 30 % à 40 % de l'électorat et n'a donc besoin pour gouverner que d'un *junior partner* ou, comme dans le cas de la grande coalition, qui gouverne avec un autre *Volkspartei*. L'affaiblissement des *Volksparteien* (CDU, SPD), qui s'inscrit dans un phénomène général, européen, pose en Allemagne un redoutable défi compte tenu de la façon dont se forment les coalitions. Il faut aujourd'hui davantage de partis pour fonder une coalition et on a vu l'année dernière la difficulté de bâtir, en tout cas à l'échelle fédérale, cet alliage inédit entre Verts, libéraux et conservateurs, qualifié de coalition « jamaïcaine ». En 2019 trois élections régionales auront lieu dans l'Est de l'Allemagne, notamment dans la Saxe, le seul *Land* où l'AfD est arrivée légèrement devant la CDU aux élections de 2017 (27 % contre 26,9 %). L'élection aura lieu le 1^{er} septembre 2019. Or aujourd'hui la CDU est donnée en Saxe à 29 %, le SPD à 11 %. Cela ne permettrait pas de reconduire l'actuelle coalition CDU-SPD. Les Verts n'existent quasiment pas à l'Est, notamment en Saxe, les libéraux non plus. *Die Linke*, le parti de gauche radicale, est à 18 % mais la CDU exclut totalement de gouverner avec *Die Linke*. Reste l'AfD qui est à 25 % dans les sondages. Le vrai problème, arithmétique et politique, sera de constituer une majorité. C'est loin d'être anodin compte tenu du fédéralisme allemand, donc du poids des *Länder*. La perspective qui se dessine dans la Saxe pourrait se retrouver dans le Brandebourg, où des élections auront lieu le même jour, et en Thuringe où les élections sont prévues fin octobre 2019.

À cette incertitude-là s'ajoutent, à l'Est du pays, des défis importants liés aux questions d'intégration et d'identité. Comme on l'a vu avec les récents événements de Chemnitz et de Köthen, dans des régions où l'extrême-droite et les groupes néo-nazis existent depuis fort longtemps, les violences ont pris ces dernières semaines et ces derniers mois une intensité inédite.

Si on met ce contexte d'incertitude politique en relation avec l'incertitude liée au contexte géopolitique, au fait que le grand allié depuis 1945-47 se comporte

aujourd'hui en adversaire, si on met ces incertitudes en relation avec l'inquiétude sur l'avenir du modèle industriel allemand (le scandale du diesel a frappé les esprits compte tenu de ce que représente l'automobile dans l'économie et dans l'imaginaire du pays), si on y ajoute l'inquiétude démographique d'un pays vieillissant et confronté au défi que pose l'intégration des immigrés... cela fait beaucoup d'inquiétudes et d'incertitudes pour un pays si fortement attaché aux valeurs de stabilité et de prévisibilité.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Thomas Wieder, pour cet exposé qui ne calme pas nos inquiétudes mais qui dessine assez bien les incertitudes du paysage.

Je vais maintenant donner la parole à M. l'ambassadeur Claude Martin, que vous avez déjà entendu lors d'un récent colloque consacré aux routes de la soie¹⁰.

S'il a été ambassadeur en Chine, c'est l'ancien ambassadeur en Allemagne où il a été en fonction pendant neuf ans que nous recevons ce soir. Neuf ans ambassadeur à Berlin, c'est une expérience tout à fait rare. J'ajoute que Claude Martin a écrit un livre très substantiel et enrichissant que je prends la liberté de vous conseiller : *La diplomatie n'est pas un dîner de gala. Mémoires d'un ambassadeur Paris-Pékin-Berlin* (éd. de l'Aube, 2018).

CLAUDE MARTIN

Géopolitique. L'Allemagne : de l'hégémonie en Europe à la puissance mondiale ?

Votre intervention, Monsieur le ministre a été très éclairante et je la prends comme point de départ pour les analyses que nous allons faire.

¹⁰ « *Les nouvelles routes de la soie, la stratégie de la Chine* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 4 juin 2018.

Ambassadeur en Allemagne pendant neuf ans, je continue à m'intéresser beaucoup à ce pays auquel je consacrerai le deuxième volume de mes mémoires.

Je suis naturellement enclin à approuver beaucoup des choses qui ont été dites autour de cette table, sous différents angles, par différents orateurs et témoins, aussi bien sur l'analyse profonde et ancienne que sur les évolutions récentes et les pronostics pour les mois qui viennent.

« Tu ne connais rien à l'Allemagne. Tu es un spécialiste des questions asiatiques », m'a-t-on dit quand je suis parti pour l'Allemagne après avoir passé quinze ans en Chine. J'avais toutefois travaillé plus de vingt ans sur les questions européennes au Quai d'Orsay et le fait que j'ai passé ensuite neuf ans en Allemagne m'a sans doute permis d'être accepté dans le club des spécialistes de l'Allemagne.

J'insisterai sur deux ou trois choses fondamentales.

La première, c'est que l'Allemagne est notre voisin, cela depuis très longtemps. Nous nous en sommes aperçus dans des moments difficiles. Nous en avons souffert. Aujourd'hui on a l'impression qu'on a oublié ce fait très simple : A mon retour de Berlin, je souhaitais continuer à suivre l'actualité allemande au quotidien et ce furent des heures de négociation au téléphone avec divers opérateurs simplement pour recevoir, chez moi, à Paris, l'ARD (*Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland*) et ZDF (*Zweites Deutsches Fernsehen*). Nous recevons toutes les chaînes des équipes de football, les chaînes chinoises, portugaises, italiennes brésiliennes, russes... mais il est très difficile d'écouter tous les soirs les nouvelles d'Allemagne !

Ce premier paradoxe en éclaire et en laisse deviner beaucoup d'autres. Beaucoup des élites françaises parlaient allemand, elles ne le parlent plus. Beaucoup des élites françaises lisaient des journaux allemands, en particulier la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) et, pour les intellectuels, la *Süddeutsche Zeitung*, c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. L'Allemagne est donc un pays qui n'existe pas ou, en tout cas, qui est là mais qui ennuie.

« Tu vas t'ennuyer ! », ai-je aussi entendu quand je suis parti comme ambassadeur en Allemagne. Je n'étais pas du tout prêt à m'ennuyer car, dans les relations franco-allemandes, quelque chose était en train de se passer. La

République de Bonn, notre aimable partenaire depuis très longtemps, vivait ses derniers mois et on s'apprêtait à transférer la capitale à Berlin. En même temps, on s'attendait à ce que les prochaines élections soient gagnées non par le « sympathique » Helmut Kohl mais par quelqu'un dont on ne savait pas grand-chose, sinon qu'il ne voyait pas d'un bon œil la relation trop étroite avec la France. Tout cela s'annonçait assez mal. Gerhard Schröder, qui était du Nord, de Hanovre, avait décidé que, dès son arrivée au pouvoir, il se lancerait dans une relation particulière avec Tony Blair pour initier une nouvelle politique européenne orientée vers « la social-démocratie de droite », « le *Mitte* » (le centre) pour les Allemands. « Les rapports avec l'Allemagne vont être difficiles, apprêtez-vous, Monsieur l'ambassadeur, à avoir des combats à mener pour rappeler que la France est importante et que nous avons des intérêts. », telle était la tonalité de toutes les visites que j'avais faites au moment de partir.

Neuf ans plus tard, en quittant l'Allemagne, le 24 septembre 2007, j'ai écrit quelque part – et je l'écrirai de nouveau dans le livre que je suis en train de préparer – que Gerhard Schröder a été le meilleur chancelier que nous puissions espérer.

J'ai connu la fin de Kohl, puis Gerhard Schröder, puis Angela Merkel. Les mandats de Gerhard Schröder furent certainement pour nous la période la plus satisfaisante, pour la qualité du dialogue comme pour la défense de nos intérêts. Bien sûr, l'Allemagne est l'Allemagne. Nous savons que nous sommes différents. Nous n'avons ni la même histoire ni les mêmes façons de vivre. Des chercheurs ont passé des années à étudier « les malentendus franco-allemands¹¹ ». En son temps, Victor Hugo, emmenant Juliette Drouet dans un petit hôtel de Heidelberg, s'était aperçu que les Allemands ne se couchaient pas comme nous : leurs lits avaient deux édredons au lieu d'un drap. Tout est à l'avenant. Il faut accepter que nous sommes différents.

Et nous nous sommes engagés dans l'Europe avec des visions différentes.

La France pensait entrer dans une Europe dont elle serait le moteur, où elle retrouverait sa puissance et son influence mondiale, avec l'aide d'une Allemagne occupant une position secondaire.

Les Allemands avaient une vision assez largement différente. Il s'agissait, après le trauma dont Jean-Pierre Chevènement a rappelé la profondeur, de

¹¹ *Au jardin des malentendus - le commerce franco-allemand des idées*, Jacques Leenhardt et Robert Picht (éd. Acte sud, juin 1992).

reconquérir une respectabilité, d'être des gens bien, *Die Anständigen*, répétait Gerhard Schröder. Cela en se réconciliant avec la France puis en construisant avec elle l'ensemble européen, en entrant dans l'Alliance Atlantique, en faisant partie des grandes nations démocratiques et civilisées.

Au-delà de cela, il y avait toutes les différences dont M. Beffa a très bien rappelé la profondeur : les différences industrielles, les différences de conception des relations entre l'économie et la politique, entre les industriels et les financiers, les industriels et l'État... J'ai grand plaisir à retrouver ici Jean-Louis Beffa qui fut l'un des grands patrons qui ont vraiment porté le dialogue franco-allemand, notamment lors des Rencontres franco-allemandes d'Évian¹² fondées en 1992 par Antoine Riboud et son partenaire Edzard Reuter (Daimler-Benz). Je me souviens de scènes assez cocasses. À Évian, pendant la journée, les grands patrons français et allemands dialoguaient car ils se connaissaient très bien. Et après le dîner chacun allait de son côté. Quand le président Sarkozy débarquait, tous les patrons français couraient derrière lui pour obtenir l'intervention de l'État dans l'action des entreprises. Quant aux Allemands, qui n'ont jamais eu l'idée d'aller parler à leur ministre ou à leur chancelier, quand il se déplaçait, ils allaient simplement boire du vin blanc au bar sans qu'un Français vînt les rejoindre, sauf... Jean-Louis Beffa. C'est ce qu'il faut faire. Le dialogue franco-allemand ne consiste pas à se réunir des deux côtés d'une table et d'aller ensuite chacun de son côté. En matière de défense, la brigade franco-allemande (BFA) n'a jamais fonctionné parce qu'à l'heure du repas les Allemands se dirigeaient vers le mess allemand et les Français vers le mess français. À bord des *Jeep*, les militaires allemands attachaient leur ceinture avant même de tourner la clé de contact tandis que les militaires français ne bouclaient surtout pas leur ceinture parce que depuis la guerre d'Algérie ils devaient pouvoir sauter du véhicule dès qu'ils arrivaient dans une zone de conflit. Tout est différent. Et à partir du moment où on ne veut pas tout

¹² L'objectif de ces rencontres, qui rassemblent chaque année en septembre environ 40 participants à l'*Evian Royal Resort*, est de prolonger au niveau des entreprises la coopération franco-allemande et d'établir des relations personnelles entre leurs dirigeants. Les ambassadeurs d'Allemagne en France et de France en Allemagne y prennent également part. Des thèmes d'intérêt commun aux entreprises des deux pays sont discutés pendant un jour et demi. Les défis de la construction européenne sont également abordés, en particulier l'euro, la gouvernance et l'élargissement de l'Europe ainsi que les relations franco-allemandes.

simplement se connaître, se parler, dialoguer, on érige ces différences en motifs de conflits.

Helmut Kohl était un Rhénan formidable qui pleurait en évoquant les malheurs que nous avons subis ensemble et surtout tout le mal que l'Allemagne avait fait à la France. C'est pourtant le même Helmut Kohl qui a posé toutes les bases de ce qui ensuite nous a été désagréable. Avec son ministre des Finances, Theo Waigel, il a posé les bases de l'ordre monétaire européen dont nous souffrons aujourd'hui. Il a écarté l'écu d'une pichenette, décidant de ce que devait être la monnaie européenne. En échange il a accordé au président Mitterrand deux ou trois satisfactions, notamment *Arte*, une « télé-culture » appréciée des Français mais que les Allemands ne regardent pratiquement pas... et un certain nombre d'autres sujets de satisfaction secondaires.

Ce n'est pas Helmut Kohl qui a fait la réunification mais, constatant la vitesse à laquelle celle-ci se réalisait, il a fait en sorte que l'unité allemande soit reconstituée d'une façon immédiatement solide et sensible.

Surtout, c'est Helmut Kohl qui a fait l'élargissement. J'ai travaillé pendant quatre ans à Paris, en tant que directeur général des Affaires européennes du Quai d'Orsay, sur ce processus que nous voulions ralentir. Il n'était pas question bien sûr d'empêcher les pays de l'Est de nous rejoindre. Mais tout le monde était conscient que leur entrée changerait complètement le projet européen. L'idée d'introduire des critères venait d'Alain Juppé auprès de qui je travaillais. François Mitterrand était favorable à l'idée de créer deux ensembles qui se seraient rejoints dans un grand ensemble supérieur (fédération ? confédération ?). Helmut Kohl a balayé tout cela. La France était selon lui en train de nier la réalité d'une Europe beaucoup plus proche de l'Allemagne que de la France. J'avais passé quelques mois en Allemagne en immersion clandestine avant de prendre mon poste d'ambassadeur afin de maîtriser parfaitement la langue. Partout j'avais entendu les mêmes réflexions, de la part des politiques comme des chauffeurs de taxis : C'en est fini de cette relation un peu étouffante avec la France, nous retrouvons la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, nous allons renouer des relations avec la Russie. Nous avons beaucoup à faire avec ces pays à l'égard desquels l'histoire nous donne des devoirs. Nous allons aider les Polonais à se familiariser avec une partie de leur territoire qu'ils ne connaissent pas car il est en fait allemand, m'avait dit Helmut Kohl lors de notre entretien d'adieu avant l'arrivée de Gerhard Schröder. C'est dire que les yeux étaient complètement tournés vers l'Est. C'est pourquoi je

peux dire que nous avons été quelque peu aveuglés par l'image que nous nous faisons d'Helmut Kohl.

Gehard Schröder, au début, a paru vouloir prendre ses distances vis-à-vis de la France, se rapprocher des Anglais et, d'une façon générale, être présent dans le monde. Il montrait selon moi une volonté de normalisation. Helmut Kohl était le dernier à porter les péchés de l'Allemagne, à s'excuser chaque fois qu'il s'inclinait devant une tombe. Gehard Schröder voulait rompre avec ces postures en cassant le « couple franco-allemand », si couple il y avait, et en se débarrassant de tous ces mécanismes par lesquels la France continuait à garder un œil sur l'Allemagne. Surtout il voulait refaire de l'Allemagne un pays « normal » au sein de l'OTAN comme dans le monde. Cela s'est mal passé, ses déclarations ont été immédiatement l'objet de scandale. Il a lui-même réagi de façon assez vive en disant qu'il était lassé d'être harcelé par « les avocats juifs new-yorkais ». Après le 11 septembre 2001, il a compris qu'il ne pouvait plus tirer à boulets rouges sur les États-Unis, qu'il ne pouvait plus mener cette guerre de normalisation, qu'il fallait redevenir le bon élève s'inclinant devant la douleur américaine. Il a engagé la *Bundeswehr* en Afghanistan et ensuite à la marge de l'Irak. En même temps, il a découvert que l'Europe – en particulier le franco-allemand – était bien utile. Et le couple Chirac-Schröder s'est mis à fonctionner alors que cela avait très mal démarré avec le catastrophique traité de Nice, comme M. Beffa l'a justement rappelé. Dans la deuxième période Schröder des politiques industrielles communes ont été mises en place ou renforcées (Areva, EADS etc.), la France et l'Allemagne ont cherché des terrains de coopération, contre l'Europe, contre la Commission. On pense à la guerre commune franco-allemande contre une directive européenne sur la chimie. Dans le domaine de l'union économique et monétaire, Gehard Schröder et Jacques Chirac ont commencé à critiquer la règle des 3 %. Au grand dam de Hans Eichel, son ministre des Finances, Gehard Schröder a cédé un peu sur les déficits allemands, arguant que les grandes puissances ne pouvaient être soumises aux mêmes règles budgétaires qu'un pays comme l'Estonie qui n'a pas une université mondialement connue, qui n'a pas d'armée et compte sur l'Europe pour la défendre contre la Russie. Les déficits des grands pays européens servent donc les intérêts des petits États de l'Union européenne. Pendant quelques mois l'Allemagne a montré une vraie compréhension de la façon dont il fallait lire les règles européennes par rapport à des intérêts qui n'étaient que trop bridés.

Gehrad Schröder est parti. Mme Merkel est arrivée avec une optique totalement différente. Comme Thomas Wieder le rappelait, elle est d'abord un chef de parti. Chancelière, elle a des responsabilités internationales mais toute son action est d'abord concentrée sur le souci de garder le pouvoir, de tenir sa faction politique. Ce n'est qu'après s'être assurée de la solidité de la coalition qu'elle se consacre à asseoir la puissance de l'Allemagne en Europe et dans le monde. Héritière de Helmut Kohl, elle est revenue aux positions d'une CDU bonne élève de l'OTAN et de l'Europe, renonçant aux écarts de Gehrad Schröder en direction de « l'axe du mal » (Paris-Berlin-Moscou). D'autant que les règles budgétaires de l'Europe fixées par Helmut Kohl conviennent parfaitement à l'Allemagne. Règles appliquées continûment pendant les trois mandats de Mme Merkel.

Et voilà que les choses s'effondrent. Voilà que soudain Donald Trump n'aime plus l'Allemagne, alors que Barack Obama l'avait caressée dans le sens du poil. Voilà que l'automobile allemande, cœur du cœur de l'industrie allemande, est frappée directement. Et voilà que l'Allemagne, bon petit soldat de l'Alliance Atlantique et de l'Union européenne, où elle partage avec tout le Nord de l'Europe le culte de l'orthodoxie budgétaire, se retrouve un peu seule. Juste avant le voyage de Mme Merkel à Washington, M. Macron y avait effectué une visite amicale, triomphale, évoquant La Fayette, plantant un arbre de l'amitié, s'exprimant devant le Congrès et en faisant dire par ses communicants que la France c'est quand même autre chose que l'Allemagne qui porte encore sur elle tous les péchés du monde, le dernier péché étant celui de l'automobile. Mme Merkel, qui ne peut plus s'appuyer sur le multilatéralisme ni compter sur la solidarité à l'intérieur de l'Europe, prend conscience, par exemple à l'occasion de l'embargo iranien, que même l'euro ne nous protège pas. Elle l'a dit elle-même dans le discours d'Aix-la-Chapelle et l'a redit à Meseberg en juin. Il fallait y penser plus tôt, lui diront ceux qui souffrent de l'euro, ce carcan allemand sur l'économie européenne. La discipline qu'exige l'euro à l'intérieur ne donne pas à l'Europe l'indépendance monétaire pour faire face aux États-Unis qui nous imposent la règle du dollar. Mme Merkel retombe dans une situation pleine de brouillard. Comme ses prédécesseurs, M. Macron s'adresse à elle avec beaucoup d'élan européen mais exprime son point de vue d'une façon incompréhensible pour les Allemands. Lors du discours de La Sorbonne, les Allemands se sont dit qu'il s'adressait aux intellectuels français (et comptaient peut-être sur Daniel Cohn-Bendit pour leur donner accès au sens de ce discours). Mais le discours

prononcé par Emmanuel Macron à la Pnyx (Athènes, le jeudi 7 septembre 2017¹³), avec des mots que les Allemands n'emploient jamais, était incompréhensible ! Helmut Kohl avait justifié la fondation de la chaîne *Arte*, accordée à la demande de François Mitterrand, en disant : ça fait plaisir aux intellectuels français qui se réveillent la nuit pour regarder *Arte*. Personnellement, quand je me réveille la nuit, j'ouvre mon réfrigérateur, je bois la moitié d'une bouteille de lait et je vais me recoucher. Mme Merkel, très grande scientifique, est beaucoup plus sophistiquée que ne l'était Helmut Kohl mais l'incompréhension subsiste face à la formulation très compliquée des idées françaises. Les Allemands attendent qu'on les éclaire sur des sujets précis : Le budget européen signifie-t-il que nous allons payer les dettes des autres ? Le Fonds monétaire constitue-t-il un mécanisme de sécurité ? Mais il est très difficile de dire en français des choses simples que les Allemands peuvent comprendre. Quand un chancelier parle à l'Assemblée nationale la plupart des députés mettent leurs écouteurs, faute de connaître la langue. Il en est de même aujourd'hui quand un président français parle au *Bundestag* où autrefois l'on comptait de nombreux francophones. Mais au-delà de la langue elle-même il faut être capable de dire clairement des choses simples.

Les Chinois sont devenus arrogants, m'a-t-on dit quand je suis rentré de Chine, on a du mal à discuter avec eux. Les Allemands sont devenus arrogants... ai-je entendu quand je suis revenu de Berlin. Ce sentiment est selon moi le reflet d'un complexe d'infériorité français. La France a tendance à attribuer ses difficultés au partenaire ou à l'adversaire. Regardons-nous. Soyons fiers de ce que nous faisons de bien. Essayons de nous corriger quand c'est nécessaire. Dans un certain nombre de combats franco-allemands nous avons tout simplement rendu les armes, comme Vercingétorix devant César. Nous avons adopté la vision monétaire de l'Allemagne dans l'union économique et monétaire. Lorsque nous avons voulu faire progresser le marché intérieur européen, les Allemands ont répondu que c'était l'affaire des *Länder*. En revanche je me souviens d'une anecdote célèbre : alors que nous voulions uniformiser les casques et les vestes des pompiers au niveau européen, Helmut Kohl nous avait expliqué qu'on tuait l'Allemagne, que jamais on ne modifierait la tenue des pompiers allemands ! La subsidiarité peut donc aller très haut en fonction du fédéralisme allemand. Mais les Allemands n'ont aucun problème à discuter de l'usage de la force nucléaire ... dont ils ne disposent pas ! Et depuis quelques

¹³ Ce discours du président de la République est disponible sur le site de l'Élysée.

temps on commence à reparler d'un siècle franco-allemand au Conseil de sécurité ! Si nous voulons partager ce que nous avons, les Allemands sont prêts à en discuter mais ils sont au regret de nous dire qu'ils ont des points durs sur lesquels ils ne peuvent pas négocier car il en va de l'identité allemande.

Il faut donc être conscients de la façon dont nous sommes construits les uns et les autres, des choses essentielles et de celles qui le sont moins. Hubert Védrine a coutume de dire : Avec les Allemands il y a 30 % de sujets sur lesquels nous sommes d'accord, 30 % sur lesquels nous serons toujours en désaccord et 30 % sur lesquels on peut travailler. Je serais plus optimiste sur la proportion, je pense qu'on peut faire plus, mais il faut être conscients qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire. Rien n'est pis que d'essayer de faire du bricolage, de l'artifice et de la cosmétique sur les sujets sur lesquels nous ne pouvons pas travailler ensemble.

La priorité est d'identifier les zones dans lesquelles nous pouvons travailler.

Il faut ensuite travailler à rapprocher les peuples. Encore une fois nous sommes voisins, les touristes allemands sont très nombreux en France. Malheureusement, d'après les statistiques, ils ne font que traverser la France en allant vers la Costa Brava ou la Toscane. Il faut donc qu'il y ait plus de contacts humains, une meilleure connaissance de la langue, il est absolument fondamental que deux peuples aussi proches, qui ont tant d'intérêts à combiner ou à protéger, parlent un peu plus la langue de l'autre.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Et la France là-dedans ?

Merci, Monsieur l'ambassadeur.

La matière est tellement riche qu'il y aurait beaucoup à dire.

Je voudrais revenir sur le problème de l'Europe qui est aujourd'hui de répondre à un certain nombre de défis internes et externes. Elle ne peut le faire que si elle mobilise quelques moyens. Je comprends très bien que les Allemands veuillent savoir « qui paye ». J'entends dire que dans le prochain budget européen ils devront payer 12 milliards de plus à cause du départ de la Grande-Bretagne, ce qui les effraie. Mais rappelons-nous que l'excédent extérieur

allemand est de 250 milliards d'euros par an alors que notre déficit est de 70 milliards. Le mercantilisme allemand est dans ces chiffres ! S'il y a des pays naturellement mercantilistes d'autres sont structurellement déficitaires. Et, les déficits s'ajoutant aux déficits, l'actif net de la France va diminuant. Chacun peut le comprendre. Ce n'est pas sans poser problème dans la durée.

Monsieur l'ambassadeur Martin a évoqué la manière dont s'est constitué l'ordre monétaire européen actuel. Jacques Delors raconte dans ses Mémoires que lorsque Helmut Kohl lui avait suggéré de prendre la tête d'un groupe qui travaillerait sur la monnaie unique il avait accepté de présider ce groupe à la condition qu'il réunisse tous les gouverneurs. Adjugé, vendu ! Tous les gouverneurs de banques centrales vont constituer le « groupe Delors ». Cela se passe en 1988-1989, au moment où on commence à appliquer l'Acte unique. Le texte sort, il est intégré par le Conseil européen de Madrid qui se tient en juin 1989, trois ou quatre mois avant la chute du Mur. Ce règlement qui se retrouve dans le traité de Maastricht est l'œuvre du groupe Delors. Mais Karl Otto Pöhl proteste : « Delors s'adjuge la gloire d'avoir rédigé ce texte mais c'est nous (les gouverneurs) qui avons tenu la plume, c'est nous qui avons fait le boulot ! », Jacques Delors raconte plaisamment cette anecdote. Néanmoins, cela explique pourquoi les Européens ne peuvent pas, comme le font les Américains, mettre en œuvre un budget contracyclique important, pourquoi ils sont incapables de financer des grands projets stratégiques en matière militaire ou en matière d'électronique. Si nous voulions avoir des GAFA, si nous voulions nous doter des outils de l'autonomie stratégique dont parle le président de la République, nous ne le pourrions pas pour des raisons qui tiennent à ces règles monétaires qui sont aussi des règles budgétaires en raison de la limite permanente imposée des 3 % de déficit public. En soi, pourquoi pas ? Mais cette limite fixée à 3 % ne tient pas compte des variations de la conjoncture qui nécessiteraient une souplesse qui n'existe pas. Cela tient aux textes eux-mêmes dont on finit par avoir la religion sans se rendre compte que, au prétexte de « chiper » à l'Allemagne son mark (j'ai entendu cela dans une bouche auguste), c'est-à-dire sa force de frappe, pour créer une monnaie dont on a bien voulu accepter qu'elle ne s'appelle pas l'ECU mais l'euro (« *ein ECU* » était trop proche de « *eine Kuhe* », une vache), au prétexte d'atteindre le Graal de la monnaie unique, nous avons accepté tout ce corps de règles. Nous nous sommes tiré une balle dans le pied parce que l'euro, sous-évalué pour l'Allemagne, est surévalué pour la France, l'Italie et quelques autres pays, ce qui induit des fractures européennes,

non seulement dans les chiffres du commerce extérieur ou de la balance des paiements mais dans les chiffres du chômage, de l'emploi, ou du PIB par habitant. Il suffit de regarder comment il a évolué dans les différents pays. Parler de ces sujets n'est pas indécent. Il est clair que le PIB par habitant en Italie a diminué depuis 2008 ; en France il est resté à peu près stable ; en Allemagne il a sensiblement augmenté. C'est une réalité qui tient à l'application de règles qui ont été définies un peu à la légère. On pensait que la monnaie unique allait solidariser alors que les économies, au lieu de converger, ont plutôt divergé en fonction des règles énoncées par Robert Mundell sur ce que doit être une « zone monétaire optimale ».

Emmanuel Macron a raison de poser ce problème de la capacité budgétaire. On observe en Allemagne le syndrome du bas de laine. En raison du vieillissement de la population les Allemands se sont imposé à eux-mêmes une règle d'or : pas de déficit supérieur à 0,35 % du PNB (pourquoi 0,35 % ?). Toujours est-il que le budget de l'État allemand est en excédent. Nos voisins pourraient donc faire davantage d'investissements. Cette règle d'or a été généralisée par le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), négocié par Nicolas Sarkozy et signé par François Hollande en 2012. Peu avant, en 2010, je déjeunais avec le président de la commission des Finances du *Bundesrat*. « Mais pourquoi faites-vous cette règle d'or qui vous empêche d'avoir des marges ? » lui demandai-je. « C'est bon pour nous ! » me répondit-il. Mais êtes-vous sûr que ce sera bon pour nous ? Cela mériterait quand même une discussion avant que vous preniez la décision de constitutionnaliser la règle d'or ! Ce conservateur allemand, un important vigneron du Pfalz, de Landau, tout près de l'Alsace, ne savait me répondre que « C'est bon ! » La discussion ne pouvait pas avancer. Peut-être n'avais-je pas fait suffisamment preuve de pédagogie mais on sent quand même que lorsque les Allemands considèrent que quelque chose est « bien » ils le font, sans prendre les avis des autres en considération. Pour eux, les Français ne sont pas « des Allemands indisciplinés », ce sont d'abord des Français. Par conséquent nous n'avons pas de capacité budgétaire et nous n'en aurons pas. En effet, après le discours du président de la République, très applaudi par le *Bundestag*, on a découvert que finalement ce budget de la zone euro serait une sous-partie du budget européen qui resterait plafonné à 1 % du PIB. Voilà la réalité. J'espère qu'on peut le dire sans offenser personne.

Il y a des différences de tempérament qui renvoient à des différences historiques. Je ne remonterai pas à Charles Quint ni à la Guerre de Trente ans, ni à Herder qui, avant la Révolution, critiquait la France et la Philosophie des Lumières. On dit toujours que c'est par réaction à la Révolution que le nationalisme allemand s'est constitué. Mais il existait déjà avant, non sans raisons parce que les Français n'ont pas toujours été corrects (dans le Palatinat, justement, ils s'en souviennent). Il y a donc une mentalité conservatrice allemande et une mentalité française particulière... je ne dirai pas celle du sans-culotte, mais plutôt du « gilet jaune ». La mentalité française accorde peut-être plus de place aux valeurs d'égalité qu'aux valeurs de liberté, encore que les deux figurent dans la devise républicaine. Emmanuel Todd a dit sur ce sujet des choses très intéressantes.

Alors nous devons gérer dans le temps long cette différence de tempérament et cette difficulté à nouer un solide partenariat franco-allemand où chacun trouve son compte. Comment sortir de l'impasse actuelle ? Quels leviers avons-nous pour faire bouger l'Allemagne ?

Je reviens à la question de M. Beffa. Comment pouvons-nous dire aux Allemands : vous avez l'euro, vous avez l'Europe centrale, vous ne pouvez avoir plus longtemps le beurre et l'argent du beurre ? Mais quel argument avons-nous ? Je le cherche, je ne le trouve pas dans le cadre où nous nous sommes placés, sans en mesurer les contraintes.

Débat final

JEAN-LOUIS BEFFA

En ce qui concerne les leviers, je crois que le jeu se rouvre à cause des incertitudes qui deviennent les leurs. Si nous prenons des positions qui leur permettent d'obtenir ce à quoi ils tiennent avant tout, c'est-à-dire la stabilité, nous pourrions leur demander des choses en contrepartie. Bizarrement, l'instabilité mondiale et la façon dont Donald Trump les a mis en question nous ouvrent des possibilités que nous n'avions pas avant.

Nous n'avons pas parlé d'un point qui a été absolument fondamental. Pendant qu'il était gouverneur de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet a

eu une attitude plus germanique que germanique, appliquant à l'excès les doctrines de la *Bundesbank*, alors que M. Draghi leur a fait faire une chose horrible pour un Allemand, le *quantitative easing*, la Banque centrale européenne rachetant des titres émis par des États ou par des sociétés. S'ils ont accepté cette entorse à leur doctrine, c'est que les Allemands ne peuvent pas prendre le risque de lâcher l'euro, le seul cadre stable. Nous avons tous intérêt à conserver une certaine stabilité. C'est pourquoi je pense qu'il faut garder à tout prix le cadre de l'euro. Mais plus que de savoir qui sera le futur président du Parlement européen ou même de la Commission de Bruxelles, le point fondamental est de connaître le successeur de M. Draghi et sa doctrine. Ce ne sera pas l'Allemand, le seul qui ait constamment été mis en minorité. Si c'était M. Villeroy de Galhau j'avoue que je me sentirais assez rassuré. Le choix du successeur de M. Draghi est un point crucial pour la mise en œuvre du système européen. En effet, si économiquement l'Europe a été sauvée on le doit à Mario Draghi.

ÉDOUARD HUSSON

Je continuerai à répondre en historien.

Gardons-nous de conclusions trop hâtives.

Quel pays était, avant 1914, épris de stabilité monétaire au point de sacrifier sa démographie ? A cette question, en 1905, tout le monde en Europe aurait répondu : la France. Nous étions encore à l'époque du mythe du franc germinal¹⁴, de la stabilité. Quel pays ruait dans les brancards et cherchait à ébranler l'équilibre monétaire de l'Europe ? L'Allemagne ! L'Allemagne wilhelmienne (1888-1918), qui devait financer son développement industriel, se trouvait à l'étroit dans le cadre de l'étalon-or et du système monétaire tel qu'il avait été posé par la Grande-Bretagne.

¹⁴ C'est par la loi du 7 germinal an XI (27 mars 1803) que le Premier Consul fixe la valeur du franc et lui donne une base stable. En dépit des spéculations sur la valeur de l'or et de l'argent, les Français parviendront à maintenir la stabilité du franc germinal jusqu'en 1914. Après la Grande Guerre, en raison des emprunts de la France à l'étranger et du refus des États-Unis d'éponger les dettes de guerre le franc germinal perdra 80% de sa valeur entre 1918 et 1924.

Il n'y a pas de fixité des peuples, il ne faut pas les essentialiser. Cela nous ramène peut-être à la question posée à plusieurs reprises qui est de savoir s'il peut y avoir des tournants. On a dit que l'Allemagne entre dans une période d'incertitude. C'est effectivement ce qu'observent ceux d'entre nous qui connaissent bien notre grand voisin. Je crois qu'en cette circonstance nous devrions suivre le conseil que le plus grand écrivain allemand, Heinrich Heine, avait donné aux Français dès 1834 : Quand l'Allemagne entre en phase d'incertitude, restez en dehors, ne vous en mêlez pas parce que c'est sur vous que ça retombe à la fin ! En même temps nous sommes liés, par l'euro, par des politiques communes. Emmanuel Macron ou son successeur devront défaire le nœud coulant du fédéralisme européen pour permettre à notre pays de reprendre son souffle et de devenir une grande puissance de la Troisième Révolution industrielle.

La grande difficulté de la période dans laquelle nous entrons c'est qu'elle marque la fin d'un cycle. Que pensera l'Allemagne sur la monnaie dans dix ans, dans vingt ans ? Pensera-t-elle comme Karl-Otto Pöhl ou Hans Tietmayer ? Ce n'est pas sûr du tout. D'autre part, quelle doit être l'attitude de la France ? Si je pouvais me permettre de donner un seul conseil à Emmanuel Macron, ce serait de ne pas trop en faire parce que l'Allemagne entre dans une période où elle a besoin d'être avec elle-même, de réfléchir sur ce qu'elle veut. Il a été dit qu'il sera de plus en plus difficile de constituer des coalitions. C'est vrai. Vraisemblablement la prochaine coalition gouvernementale aura trois partis et non pas deux. Mais ce n'est pas forcément un mal.

Ne faut-il pas aussi laisser les Allemands un peu respirer au lieu de les solliciter sans cesse (Faisons l'Europe ! Faisons l'Europe !) ?

THOMAS WIEDER

Cette période d'incertitude ouvre deux options. Soit, comme le préconise M. Husson, laisser les Allemands réfléchir, se poser des questions, soit profiter de cette incertitude pour saisir des perches, des leviers, faire un peu bouger la réflexion, notamment sur le plan géopolitique, militaire etc.

Le bouleversement qu'entraîne la rupture avec les États-Unis sera durable car, comme cela a été rappelé, elle est antérieure à Donald Trump, même si elle est exacerbée par la personnalité de l'actuel président. Nous sommes donc sur une

tendance de long terme. Les réflexions sur les décisions lourdes à prendre en matière d'autonomie, d'indépendance militaire européenne, doivent être engagées. Ce qui d'ailleurs n'exclut pas que l'Allemagne puisse avancer dans sa propre réflexion sur la politique intérieure.

Habitant l'Allemagne, j'ai la sensation que quelque chose s'est passé dans la période récente, dans ce « crépuscule » merkélien. Face au gouvernement allemand, avec toutes ses fragilités, toute son inertie, tous ses problèmes, une partie de l'opinion publique allemande, des élites allemandes, ressent beaucoup d'impatience, de frustration et aimerait que le gouvernement « délivre » plus. C'est le cas de beaucoup de députés, de *think tanks*, d'universitaires etc. Il ne s'agit pas de s'aligner sur la France, il ne s'agit pas de nier nos différences mais au moins d'engager un débat constructif, sans forcément arriver à un accord total. Mais ce silence allemand, ce « non ! » permanent, cette affirmation de principes, ces règles jamais remises en cause ont quelque chose de frustrant, même pour une partie des Allemands.

L'accueil réservé au discours d'Emmanuel Macron hier au *Bundestag* montrait une volonté d'y croire, en tout cas d'avancer ensemble qui n'existait pas du tout du temps de son prédécesseur. Il y a peut-être une carte à jouer de ce côté-là.

Dans l'actuel climat d'incertitude les Allemands peuvent chercher à trouver des réponses avec les Français notamment. Au moment de l'élargissement à l'Est, tous les regards se tournaient vers l'Est. Vingt ans après la situation est un peu différente. Il y a à l'Est des pays (Hongrie, République tchèque, Pologne...) avec lesquels la coopération n'est plus la même. Une partie des élites économiques allemandes, notamment au Nord de l'Allemagne, voient que les choses se compliquent avec la Grande-Bretagne. La France redevient donc, d'une certaine façon, le partenaire évident puisqu'à l'Est, au Nord-Ouest et avec le grand allié américain les choses se compliquent.

Pourquoi avance-t-on si peu alors que ce contexte est là ? Faudrait-il que le gouvernement allemand change et qu'on passe à une nouvelle génération, avec de nouvelles logiques ? Ou le problème est-il plus profond ? C'est une question à laquelle je n'ai pas de réponse.

Oui, il y a un contexte, il y a des incertitudes. Normalement cela devrait bouger mais cela ne bouge pas.

Je note quand même que les dernières élections allemandes ont été marquées par un coup de barre vers la droite et l'extrême-droite (12 % ou 13 % pour l'AfD). À l'intérieur même du parti gouvernemental on observe des tensions entre la CDU et la CSU. Sans oublier le FDP (*Freie Demokratische Partei*), qui approche 10 % et qui, avec son président, Christian Lindner est quand même plutôt un néolibéral affirmé.

Je me demande si ce thème du « couple franco-allemand » n'a pas toujours reposé sur un malentendu.

Le premier à avoir été le chantre du couple franco-allemand fut Robert Brasillach qui, dans un éditorial de *Je suis partout* en 1939, écrivait que toute la France n'avait qu'une envie, c'était de « coucher avec l'Allemagne ». La femelle France se ployait devant le géant aryen blond. Il y avait chez Brasillach un aspect sexuel, voire homosexuel.

1945, *exit* Brasillach et Hitler. Le thème du couple franco-allemand est repris sous une forme beaucoup plus raisonnable par le général de Gaulle. Le traité franco-allemand (22 janvier 1963), même s'il a été amodié par le préambule voulu par le *Bundestag*, comme cela a été rappelé, a quand même conduit à une politique diplomatique où l'Allemagne apparaissait sous la tutelle de la France. Pour avoir beaucoup fréquenté les arcanes européens à cette époque et jusqu'au début des années 80, je peux dire que l'Allemagne se rangeait facilement derrière les positions françaises, et, conformément aux vœux du général de Gaulle, la France jouait le rôle de chef de famille par rapport à l'Allemagne, aussi bien dans la communauté économique européenne que dans les instances des Nations unies.

Cela n'a duré qu'une vingtaine d'années. A partir du moment où l'Allemagne, à l'époque de Helmut Kohl notamment, a pris sa pleine puissance, ce couple franco-allemand s'est brisé à la fois sur le thème de la réunification, qui a rendu à l'Allemagne toute sa puissance, et, comme le disait très bien Claude Martin,

sur le problème de l'élargissement, que le Quai d'Orsay approuvait du bout des lèvres alors que l'Allemagne s'y engageait fortement.

Depuis le début des années 2000, le malentendu s'est encore approfondi. Le couple franco-allemand n'existe plus mais on feint de lui donner une existence avec la visite rituelle que se rendent les chefs d'État dès leur installation. En réalité les intérêts de la France et ceux de l'Allemagne divergent profondément. Ce mythe qui reposait sur l'idée que la France avait les idées politiques (« on n'a pas de pétrole mais on a des idées ») et que l'Allemagne avait la puissance économique ne pouvait pas fonctionner. Il n'est pas besoin d'être marxiste pour savoir que lorsqu'on a une économie faible on ne peut pas définir une politique de puissance. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui les idées d'Emmanuel Macron, si excellentes qu'elles soient – et je les approuve pour ma part – n'ont guère de chances d'être entendues par l'Allemagne qui a reconquis sa puissance du début du XX^{ème} siècle.

JEAN-PIERRE BRARD

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les différentes interventions.

Le constat n'est pas optimiste mais il est très lucide. Je rejoins Coralie Delaume quand elle fait référence au *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie : Prenons-nous en à nous-mêmes car notre relation avec l'Allemagne est le résultat de notre démarche de soumission. Je ne prône pas la confrontation mais définissons un point de vue.

J'attire l'attention sur une décision, largement passée inaperçue, prise la semaine dernière en présence de M. Schäuble, à l'Assemblée nationale¹⁵, dont on connaît la flexibilité. La décision sera ratifiée le 22 janvier par le *Bundestag* et l'Assemblée nationale. Il s'agit de la constitution d'une assemblée parlementaire franco-allemande à parité (50 Français, 50 Allemands). Le texte proposé, salmigondis où il est question de la jeunesse, de la défense..., prévoit une sorte de statut d'exterritorialité et surtout d'extra-législation pour les zones frontalières qui ne seraient plus soumises au droit législatif de chacun des deux États. Tout cela est très grave. Dans ce texte qui vise à fonder cette assemblée parlementaire, rien sur les sujets chers à Jean-Louis Beffa : rien sur la coopération économique, rien sur la définition de stratégies industrielles, rien

¹⁵ Ce discours est disponible sur le site de la présidence de l'Assemblée nationale.

sur le changement climatique, rien sur la recherche, rien sur une démarche commune pour un nouvel ordre international, rien sur le co-développement. On fabrique une sorte de nouvel accessoire du magasin des farces et attrapes qui satisfont nos élites.

Ce sont les Français qui sont à l'initiative de cette assemblée parlementaire franco-allemande qui, loin de nous sortir de l'ornière, constituera un alibi supplémentaire.

Cette assemblée parlementaire franco-allemande pourra déposer des textes identiques sur les bureaux du *Bundestag* et de l'Assemblée nationale. C'est oublier que le *Bundestag* est une institution réellement démocratique. On ne peut pas dire la même chose de l'Assemblée nationale. En effet, quand la chancelière rentre de l'étranger, elle rend des comptes au *Bundestag*. Avez-vous déjà vu nos éminences rendre des comptes après un déplacement ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Chers amis, nous pouvons nous séparer, en remerciant très chaleureusement les intervenants qui ont tous été extrêmement brillants et profonds, même si nous n'avons pas trouvé la solution.

PUBLICATIONS RECENTES

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

Colloque du lundi 24 octobre 2016

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU REALITE ? QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTE D'ETRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ECOLE AU DEFI DE L'INTEGRATION REPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT REPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DESERTIFICATION ET REANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATEGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DEMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE A L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI
Colloque du lundi 22 octobre 2018

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une 'industrie idéologique'** », note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Vers un monde hyper industriel** », note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **La concorde civique face au spectre de la guerre civile** », note de lecture du livre de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Editions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en janvier 2019